

ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2010



La présente actualisation du document de référence 2010 (« Actualisation du Document de Référence ») a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 14 novembre 2011 conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Elle actualise le document de référence 2010 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 8 juin 2011 sous le numéro D. 11-0549 (Le « Document de Référence »). Le document de référence et son actualisation pourront être utilisés à l'appui d'une opération financière s'ils sont complétés par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

S.A à conseil d'administration au capital de 52 997 791,25 €
Siège social : 115, rue de la Santé - 75013 Paris

SOMMAIRE

I– RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL **PAGE 4** Période du 1^{er} janvier 2011 au 30 juin 2011

1 – RAPPORT SEMESTRIEL D’ACTIVITE **page 5**

- 1.1 – Une croissance très soutenue de l’activité
- 1.2 – Forte rentabilité au premier semestre 2011
- 1.3 – Structure financière, endettement consolidé et patrimoine immobilier
- 1.4 – Flux de trésorerie
- 1.5 – Perspectives du Groupe ORPEA à court et moyen terme

2 – ETATS FINANCIERS **page 13**

- Compte de résultat consolidé
- Bilan consolidé
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- Tableau de variation des capitaux propres consolidés
- Annexe

3 – ATTESTATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT SEMESTRIEL **page 55**

4 – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES **page 56**

II– AUTRES MISES A JOUR DU DOCUMENT DE REFERENCE 2010 **PAGE 58**

- ▶ « Informations financières sélectionnées » (**Chapitre I**) page 59
- ▶ § 1.10 – « Capital social » page 61
- et § 1.12 – « Tableau d’évolution du capital social » (**Chapitre II**)
- ▶ § 1.11 – « Délégations consenties par l’Assemblée Générale
au Conseil d’Administration » (**Chapitre II**) page 63
- ▶ Instruments financiers donnant accès au capital social page 67
- ▶ § 1.13 – « Actionnariat de la Société » (**Chapitre II**) page 68
- ▶ § 1.13.6 – « Dividendes » (**Chapitre II**) page 69
- ▶ Descriptif du programme de rachat d’actions propres page 70
adopté par l’assemblée générale du 30 juin 2011

▶ § 2.11 - « Le Conseil d'Administration » (Chapitre II)	page 72
▶ Autre mise à jour	page 73
▶ Documents accessibles au public (Chapitre X)	page 77
▶ Principaux communiqués de presse publiés depuis le dépôt du Document de Référence et du Rapport Financier Semestriel	page 79

III- RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE	PAGE 87
---	----------------

1- Responsable de l'Actualisation du Document de Référence	page 87
2- Attestation du responsable de l'Actualisation du Document de Référence	page 87

IV- RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES	PAGE 88
---	----------------

V- TABLE DE CONCORDANCE ET DE REFERENCE	PAGE 89
--	----------------

I – RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL –

Période du 1^{er} janvier 2011 au 30 juin 2011

1. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

1.1 UNE CROISSANCE TRES SOUTENUE DE L'ACTIVITE

Le groupe ORPEA, acteur de référence dans la prise en charge globale de la Dépendance en Europe, à travers un réseau d'établissements spécialisés composé d'Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) et de cliniques de moyen séjour (de Soins de Suite et de Psychiatrie), a enregistré une croissance à deux chiffres de son volume d'activité à 26,6 %.

En M€ / IFRS	S1 2011	S1 2010	▲ S11/S10
France	525,7	413,3	+27,2%
<i>% du CA total</i>	88%	88%	
International	68,5	55,8	+22,8%
<i>% du CA total</i>	12%	12%	
Belgique	33,5	27,1	
Espagne	15,2	14,7	
Italie	12,0	8,6	
Suisse	7,8	5,4	
CA consolidé	594,2	469,2	+26,6%
<i>dont croissance organique¹</i>			+8,5%

L'activité du groupe est en forte progression sur le 1^{er} semestre 2011, et ce dans toutes les zones géographiques. Cette performance est le résultat du business model du groupe qui allie :

- **une croissance organique toujours soutenue qui s'établit à 8,5% :**
- **et une croissance externe maîtrisée et créatrice de valeur**

Au titre de la croissance externe, le premier semestre 2011 a été marqué par la contribution de MEDITER (établissements Mediter et Mieux Vivre) acquis en fin d'année 2010. Il est rappelé que cette acquisition d'envergure, qui incluait également le groupe Medibelge à hauteur de 49 %, principalement rémunérée en titres, a permis au groupe ORPEA d'accroître de près de 20 % les capacités d'accueil de son réseau, avec 4 866 lits (dont 3 810 lits en France de MEDITER, et 1 056 lits en Belgique du groupe Medibelge). Il convient toutefois de préciser que le chiffre d'affaires du groupe Medibelge, détenu à 49 % et mis en équivalence, n'est pas intégré dans le chiffre d'affaires de ce premier semestre.

¹ La croissance interne (ou croissance organique) résulte des différents facteurs suivants : créations de nouveaux établissements, extension ou restructurations d'établissements existants, ainsi que l'évolution des taux d'occupation et des prix de journée. La croissance interne s'analyse établissement par établissement. Est intégrée dans la croissance l'amélioration du chiffre d'affaires constatée par rapport à la période équivalente précédente, sur les établissements récemment acquis.

Par ailleurs, le groupe a poursuivi sa politique de croissance externe, par l'acquisition d'établissements sanitaires et médico-sociaux, dont certains vont permettre, grâce à des regroupements, d'agrandir la capacité d'accueil d'établissements existants et ainsi participer à la création de valeur.

Concernant la croissance interne, sa solidité résulte :

- de l'ouverture de 4 établissements sur le 1^{er} semestre 2011 ;
- de la montée en puissance des établissements récemment ouverts sur les 12 derniers mois ;
- d'un taux d'occupation élevé dans les établissements historiques ;
- d'une revalorisation des tarifs d'hébergement grâce à la qualité des services, la modernité des infrastructures et des prestations hôtelières haut de gamme.

Au 1^{er} mars 2011, le groupe ORPEA dispose ainsi d'un réseau de 33 700 lits, répartis sur 364 sites (contre 28 073 lits sur 300 établissements un an plus tôt). La répartition de ces lits, par zone géographique et par leur situation (opérationnelle ou en construction/restructuration), est indiquée dans le tableau ci-dessous :

	TOTAL	France	Espagne	Belgique	Italie	Suisse
Lits en exploitation	27 862	22 447	1 776	2 681	883	75
<i>Dont lits en restructuration</i>	<i>3 350</i>	<i>2 859</i>	<i>0</i>	<i>491</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Lits en construction	5 838	4 567	0	842	339	90
Nombre total de lits	33 700	27 014	1 776	3 523	1 222	165
Nombre de sites	364	302	16	32	12	2

► L'ACTIVITE EN FRANCE AU PREMIER SEMESTRE 2011

Sur le périmètre français, l'activité du groupe ORPEA a été particulièrement dynamique avec une croissance de +27,2%, à 525,7 M€, portée notamment par :

- l'intégration des établissements de MEDITER acquis au 31 décembre 2010 ;
- l'ouverture de 4 établissements (cliniques à Asnières et à Meaux, et Ehpad à Montélimar et Schiltigheim), associée à la montée en puissance des établissements ouverts en 2010 ;
- l'acquisition de quatre EHPAD, trois cliniques ;
- l'intégration d'établissements sanitaires et médico-sociaux acquis par le Groupe au cours des 12 derniers mois ;

- la bonne tenue du taux d'occupation des établissements sanitaires et médico-sociaux matures, et la revalorisation des tarifs d'hébergement.

Il convient de préciser que l'intégration des établissements de MEDITER a été plus rapide que prévue et s'est parfaitement déroulée, notamment grâce à l'implication de toutes les équipes et d'une organisation structurée pour la croissance.

Ces bonnes performances résultent de l'attractivité des établissements ORPEA, en grande majorité récents, bénéficiant d'équipements modernes et d'une situation géographique privilégiée au cœur des grandes métropoles, ainsi que d'une excellente qualité de services et de soins. Deux palmarès indépendants des maisons de retraite (Le Figaro et le Guide la Dépendance) ont classé plusieurs établissements ORPEA en très bonne position, reconnaissant ainsi le savoir faire du Groupe.

► L'ACTIVITE EN EUROPE AU PREMIER SEMESTRE 2011

L'activité « hors France » est en forte progression sur le 1^{er} semestre 2011, comme en atteste le chiffre d'affaires qui s'élève à 68,5 M€ contre 55,8 M€, soit une croissance de 22,8 % par rapport au premier semestre 2010.

En **Belgique**, le chiffre d'affaires du Groupe a progressé de 23,6% par rapport à celui du 1^{er} semestre 2010, grâce à la montée en puissance de l'établissement de Bruxelles récemment ouvert, et à la contribution des établissements acquis ces 12 derniers mois. De nouveaux développements ont également été réalisés, notamment dans les régions d'Ostende et d'Anvers.

En **Italie**, le chiffre d'affaires semestriel s'établit à 12,0 M€ contre 8,6M€ pour le premier semestre 2010, soit une progression de 39%. Cette forte croissance résulte de l'ouverture d'une résidence de grande qualité de 104 lits, à Casier, à proximité immédiate de Venise, ainsi que de l'acquisition d'une importante clinique psychiatrique à Turin réalisée au cours du premier semestre 2011.

En **Espagne**, le chiffre d'affaires du groupe progresse de 3% au premier semestre 2011 à périmètre constant ; l'ensemble du réseau est opérationnel dans ce pays. Cette croissance organique solide dans un pays durement touché par la crise démontre l'attractivité des établissements ORPEA et le caractère défensif de son activité.

En **Suisse**, la Clinique La Métairie affiche une croissance de 44% de son chiffre d'affaires, à 7,8 M€, la restructuration de la clinique étant achevée. De plus, le chiffre d'affaires a bénéficié de la forte hausse du franc suisse contre l'euro sur la période.

Par ailleurs, le groupe ORPEA a obtenu une nouvelle autorisation de fonctionnement pour créer une Clinique de Soins de Suite et Réadaptation de 90 lits, à Nyon, près du Lac Lemman, sur le même terrain que sa Clinique Psychiatrique. La construction de cette nouvelle clinique a débuté et devrait s'achever au 2^{ème} trimestre 2012.

1.2 FORTE RENTABILITE AU PREMIER SEMESTRE 2011

En M€ (IFRS)	S1 2011	S1 2010	▲%
Chiffre d'affaires	594,2	469,2	+26,6%
EBITDAR (Ebitda avant loyers)	150,0	113,4	+32,3%
EBITDA (EBE)	105,6	83,3	+26,8%
Résultat Opérationnel Courant	78,1	62,6	+24,8%
Résultat Opérationnel	90,8	72,3	+25,6%
Coût de l'endettement financier net	-31,7	-25,3	+25,3%
Résultat avant impôt	59,1	47,0	+25,7%
Résultat Net part du groupe	40,3	32,5	+24,1%

► LE RESULTAT OPERATIONNEL COURANT

L'**EBITDAR** (EBITDA avant loyers) est en hausse de +32,3%, à 150,0 M€, soit 25,2% du chiffre d'affaires, contre 24,2% au 1^{er} semestre 2010. Cette croissance de 100 points de base de la marge d'EBITDAR résulte :

- d'une maîtrise des charges de personnel (ratio CA/charges du personnel : 50,1 % contre 50,7 % pour le 1^{er} semestre 2010) grâce à la politique de ressources humaines volontariste basée notamment sur la promotion interne et la formation ;
- d'une bonne maîtrise du poste « Autres achats et charges externes » qui progresse de +25,9% à 117,5 M€, grâce à la centralisation des achats génératrice d'économies d'échelle.

L'**EBITDA** courant (EBE) s'inscrit en hausse de +26,8% à 105,6 M€, contre 83,3 M€ au premier semestre 2010, impacté notamment par les loyers de MEDITER (8,8 M€ sur le semestre). A périmètre constant, les loyers ne progressent que de 1,7% sur la période, fruit de la politique immobilière du Groupe.

L'EBITDA se décompose en :

- 97,7 M€ réalisés en France, représentant 18,6% du chiffre d'affaires, contre 18,5% au 1^{er} semestre 2010;
- 7,9 M€ réalisés à l'international. Retraité des établissements en phase d'ouverture ou de restructuration, l'EBITDA international s'établit à 9,5 M€, représentant 16,6% du chiffre d'affaires, contre 15,3% au 1^{er} semestre 2010.

Le **Résultat Opérationnel Courant** s'établit à 78,1 M€, en hausse de 24,8% et représente 13,1% du chiffre d'affaires malgré l'impact de l'intégration de MEDITER, qui pèse sur la

rentabilité opérationnelle courante en raison du grand nombre d'établissements en cours d'ouverture.

Effets de l'intégration de MEDITER sur la rentabilité opérationnelle

Sur le 1^{er} semestre 2011, le groupe ORPEA (hors intégration de MEDITER) enregistre une forte progression de sa rentabilité opérationnelle, grâce à la montée en puissance des établissements récemment ouverts.

En M€ (IFRS)	S1 2011 MEDITER²	S1 2011 ORPEA hors MEDITER
Chiffre d'affaires	68,0	526,2
EBITDAR (Ebitda avant loyers)	15,0	135,0
EBITDA (EBE)	6,2	99,4
Résultat Opérationnel Courant	3,7	74,4

L'EBITDAR d'ORPEA (hors MEDITER) s'établit à 135 M€, et représente 25,7% du chiffre d'affaires, contre 24,2% au 1^{er} semestre 2010, traduisant une amélioration significative de la rentabilité.

L'EBITDA courant d'ORPEA (hors MEDITER) représente 18,9% du chiffre d'affaires, soit une amélioration de la marge de 110 points de base par rapport à la même période de 2010.

Hors incidence de MEDITER, la marge opérationnelle courante s'établit ainsi à 14,1%. Cette performance démontre qu'ORPEA dispose désormais d'un socle d'établissements à maturité lui permettant de poursuivre sa politique de développement sans pénaliser la rentabilité opérationnelle.

► RESULTAT OPERATIONNEL

Le résultat opérationnel (EBIT) est en croissance de +25,6% à 90,8 M€. ORPEA a enregistré des autres produits et charges non récurrents, d'un montant net positif de 12,7 M€ (contre 9,7 M€ au premier semestre 2010), notamment liés aux produits nets sur les cessions d'actifs immobiliers pour 15,2 M€, aux coûts de restructuration d'établissements récemment acquis pour (6,2) M€ et à des produits constatés lors de regroupements d'entreprises pour 9,1 M€.

► COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

Le coût de l'endettement financier s'établit à - 31,7 M€ (contre - 25,3 M€ au S1 2010), en progression de 25,4%, dans un contexte de développement soutenu.

² Les principaux agrégats financiers consolidés du Groupe MEDITER pour l'exercice 2010 sont indiqués page 71

► RESULTAT NET

La charge d'impôt générée par les résultats des sociétés consolidées s'élève à 20,5 M€ contre 14,6 M€ un an plus tôt.

La quote part de résultat dans les entreprises associées représente un produit de 1,4 M€ sur le semestre.

Le résultat net part du groupe du 1^{er} semestre 2011 s'élève à 40,3 M€, en hausse de +24,1% par rapport au premier semestre 2010 (à 32,5 M€).

1.3 STRUCTURE FINANCIERE, ENDETTEMENT CONSOLIDE ET PATRIMOINE IMMOBILIER

Au 30 juin 2011, les fonds propres s'élèvent à 906 M€ (contre 865 M€ à l'ouverture de l'exercice).

La dette financière nette³ s'établit à 1 724 M€, contre 1 571 M€ au 31 décembre 2010. Elle progresse de 9,7% (+153 M€) sur le semestre, principalement sous l'effet d'acquisitions immobilières. Comme chaque année, la majorité des cessions immobilières interviendra sur le 2nd semestre.

Les deux principaux ratios d'endettement du Groupe au 30 juin 2011 s'établissent à :

- levier financier = 3,59 contre 3,3 au 31 décembre 2010, versus 5,5 autorisé ;
- gearing retraité = 1,56 contre 1,5 au 31 décembre 2010 versus 2 à 2,2 autorisé.

La dette du groupe reste majoritairement immobilière (80%), constituée par des prêts long-terme amortissables et des crédits baux, et adossée à des actifs de grande qualité, peu volatils.

ORPEA n'a aucune échéance majeure de refinancement au cours des 4 prochaines années.

La dette est couverte aux trois quarts contre le risque de fluctuation des taux d'intérêt. Cette couverture a été optimisée ces dernières années pour assurer la pérennité du développement. Sur le 1^{er} semestre 2011, le taux d'intérêt moyen de la dette ressort à environ 4,50%, stable par rapport à 2010. En tenant compte des couvertures actuellement mises en place, ce taux diminuera progressivement et mécaniquement pour atteindre 3,80% à horizon 2015.

Au 30 juin 2011, ORPEA détient 226 immeubles dont 82 partiellement (immeubles en copropriété dans lesquels le Groupe possède une partie des lots principalement destinés aux prestations de services communs aux résidents : restaurant, locaux d'animation, infirmerie, ...). Ce patrimoine représente une surface construite de 745 000 m² (sur plus d'un million de m² de terrains), pour une valeur globale de 2 021 M€², dont 511 M€ d'actifs en cours de construction et de fonciers.

³ Hors incidence des actifs en cours de cession

Les immeubles détenus par le Groupe, sont neufs ou récents, modernes et majoritairement situés au cœur de grandes villes françaises. Ils constituent un patrimoine attractif pour de nombreux investisseurs particuliers et institutionnels (Scellier LMP / LMNP, Family Offices, institutionnels).

1.4 FLUX DE TRESORERIE

Sur le 1^{er} semestre 2011, ORPEA a dégagé des flux de trésorerie liés à son activité de 66 M€, contre 44 M€ au 1^{er} semestre 2010, soit une hausse de +50%, récoltant les fruits de ses investissements passés pour développer des établissements de grande qualité.

Les flux d'investissements s'établissent à 198 M€, contre 160 M€ au 1^{er} semestre 2010 et se décomposent entre 23M€ d'acquisitions d'exploitations et 175 M€ d'acquisitions nettes d'actifs immobiliers et autres immobilisations.

Les flux de financement sont négatifs de - 26M€, contre +30 M€ au 1^{er} semestre 2010.

La trésorerie s'élève à 119M€ au 30 juin 2011.

1.5 PERSPECTIVES DU GROUPE ORPEA A COURT ET MOYEN TERME

► UNE VISIBILITE A LONG TERME :

L'intégration opérationnelle des établissements du Groupe Mediter s'étant bien déroulée durant le 1^{er} semestre, ORPEA va désormais optimiser le réseau Mediter avec le sien, afin de renforcer la création de valeur.

D'ici mars 2012, les ouvertures de nouveaux établissements vont s'accélérer avec plus de 1 500 lits, dont des établissements phares tels que la clinique SSR de Paris Méchain, un EHPAD à Roquebrune Cap Martin, une clinique psychiatrique à Toulon, un EHPAD à Saint-Maur des Fossés.

Grâce à un socle conséquent d'établissements rentables à vitesse de croisière et à un réservoir de croissance unique de près de 9 000 lits en rénovation ou construction, ORPEA est particulièrement confiant dans la poursuite de la dynamique de croissance rentable enregistrée au 1^{er} semestre. Ainsi, sur l'exercice 2011, le Groupe confirme son objectif de chiffre d'affaires de 1 230 M€, ainsi qu'une rentabilité soutenue et une structure financière flexible, adaptée à son développement.

► PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES 4:

Les principaux risques restent identiques à ceux présentés dans le document de référence 2010 (pages 107 à 129).

La société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

4 Ces risques ont été revus à la date de la présente Actualisation du Document de Référence 2010.

La société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats (ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs) et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés.

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et/ou du groupe.

► PARTIES LIEES :

Il n'existe pas de changement significatif par rapport aux informations présentées dans le document de référence 2010 de la Société (pages 195 à 197).

Il convient également de se référer à la note 3.22 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés du présent rapport.

2. ETATS FINANCIERS



ORPEA

**COMPTES CONSOLIDES
CONDENSES**

30 juin 2011

S.A. ORPEA société anonyme au capital de 52 940 994 euros
401 251 566 RCS PARIS / APE 853 D

Siège social : 115, rue de la Santé 75013 PARIS

Siège administratif : 3, rue Bellini 92806 PUTEAUX Cedex

Compte de Résultat Consolidé

<i>en milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	30-juin-11	30-juin-10
CHIFFRE D'AFFAIRES		594 200	469 218
Achats consommés et autres charges externes		(161 837)	(123 403)
Charges de personnel		(297 798)	(237 941)
Impôts et taxes		(26 788)	(22 525)
Amortissements et provisions		(27 462)	(20 635)
Autres produits opérationnels courants		672	200
Autres charges opérationnelles courantes		(2 854)	(2 344)
Résultat opérationnel courant		78 132	62 569
Autres produits opérationnels non courants	3.17	71 417	42 028
Autres charges opérationnelles non courantes	3.17	(58 762)	(32 284)
RESULTAT OPERATIONNEL		90 788	72 314
Produits financiers	3.18	297	312
Charges financières	3.18	(31 989)	(25 580)
Coût de l'endettement financier net		(31 692)	(25 268)
RESULTAT AVANT IMPOT		59 096	47 046
Charge d'impôt	3.19	(20 456)	(14 586)
QP de résultat dans les entreprises associées et coentreprises		1 447	
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		40 086	32 460
Part revenant aux intérêts minoritaires		(193)	-
Part du groupe		40 279	32 460
Nombre d'actions		42 352 795	38 851 872
Résultat net part du groupe consolidé par action (en euros)		0,95	0,84
Résultat net part du groupe consolidé dilué par action (en euros)		0,93	0,83

Les notes font partie intégrante des comptes

Etat du résultat global

<i>en milliers d'euros</i>	30.juin.11	30.juin.10	31.déc.10
Résultat net de l'exercice	40 279	32 460	66 347
Réserves de conversion des filiales étrangères			
Juste valeur des couvertures de flux de trésorerie futurs	13 835	(16 549)	2 830
Ecart actuariels relatifs aux engagements sociaux	1 414	87	-1 946
Autres		333	
Effet impôt sur les autres produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	(5 250)	5 668	-305
Résultat global avant réévaluation des ensembles immobiliers	50 278	21 999	66 927
Réévaluations des ensembles immobiliers	0	0	58 070
Effet impôt sur les autres produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	-19 994
Résultat global après réévaluation des ensembles immobiliers	50 278	21 999	105 003

Bilan Consolidé

	<i>en milliers d'euros</i>	30-juin-11	31-déc-10
Actif			
	<i>Notes</i>		
Goodwill	3.1	314 375	431 252
Immobilisations incorporelles nettes	3.2	1 063 016	835 096
Immobilisations corporelles nettes	3.3	1 517 325	1 425 290
Immobilisations en cours de construction	3.3	498 351	485 227
Participation dans les entreprises associées et coentreprises	3.4	50 700	28 648
Actifs financiers non courants	3.5	20 382	15 176
Actifs d'impôt différé	3.19	12 367	12 820
Actif non courant		3 476 516	3 233 510
Stocks		3 923	3 377
Créances clients et comptes rattachés	3.6	100 819	86 980
Autres créances et comptes de régularisation	3.7	167 331	159 730
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.11	118 864	276 524
Actif courant		390 936	526 611
Actifs détenus en vue de la vente		141 111	119 929
TOTAL DEL'ACTIF		4 008 563	3 880 050
Passif			
	<i>Notes</i>		
Capital		52 941	52 941
Réserves consolidées		506 381	448 848
Ecart de réévaluation		306 288	297 217
Résultat de l'exercice		40 279	66 347
Capitaux propres - part du Groupe	3.9	905 889	865 353
Intérêts minoritaires		29 057	29 250
Capitaux propres de l'ensemble consolidé		934 946	894 603
Dettes financières à long terme	3.11	1 488 373	1 458 658
Provisions	3.10	18 146	17 090
Provisions retraites et engagements assimilés	3.10	19 200	18 433
Passifs d'impôt différé	3.19	594 217	504 473
Passif non courant		2 119 936	1 998 654
Dettes financières à court terme	3.11	354 426	389 286
Provisions	3.10	7 538	6 775
Fournisseurs et comptes rattachés	3.13	137 648	144 030
Dettes fiscales et sociales		158 549	174 624
Passif d'impôt exigible	3.19	0	531
Autres dettes et comptes de régularisation	3.14	154 408	151 619
Passif courant		812 570	866 864
Dettes associées à des actifs détenus en vue de la vente		141 111	119 929
TOTAL DUPASSIF		4 008 563	3 880 050

Tableau des Flux de Trésorerie Consolidé

		30-juin-11	30-juin-10
	<i>en milliers d'euros</i>		
		<i>Notes</i>	
Flux de trésorerie liés à l'activité.....			
● Résultat net de l'ensemble consolidé.....		40 279	32 460
● Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie liée à l'activité (*).....		31 387	21 157
Coût de l'endettement financier.....		31 692	25 268
● Plus-values de cessions immobilières nettes d'impôt		(10 136)	
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		93 222	78 885
● Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité			
- Stocks.....		(475)	203
- Créances clients	3.6	(13 701)	(2 037)
- Autres créances	3.7	(19 080)	5 096
- Dettes fiscales et sociales.....		7 952	(19 466)
- Fournisseurs	3.13	(6 048)	(28 220)
- Autres dettes	3.14	4 422	9 614
	<i>Flux nets de trésorerie générés par l'activité</i>	66 292	44 074
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement et de développement			
● Trésorerie nette affectée à l'acquisition de filiales.....		(19 512)	(26 787)
● Acquisition d' immobilisations incorporelles.....		(3 582)	(4 771)
● Acquisition d' immobilisations corporelles et en-cours de constructions.....	3.3	(176 237)	(130 795)
● Cession d'ensembles immobiliers et autres immobilisations.....	3.3	39 602	14 518
● Variation des autres immobilisations et autres variations.....		(38 665)	(12 462)
	<i>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</i>	(198 394)	(160 297)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
● Encaissements nets - (décaissements nets) liés aux prêts relais et découverts bancaires.....	3.11	(45 990)	46 069
● Encaissements liés aux nouveaux contrats de location financement.....	3.11	49 925	42 690
● Encaissements liés aux autres emprunts	3.11	97 416	30 000
● Remboursements d'emprunts	3.11	(74 035)	(46 981)
● Remboursements liés aux contrats de location financement.....	3.11	(21 176)	(15 732)
● Coût de l'endettement financier et autres variations.....	3.18	(31 698)	(26 085)
	<i>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</i>	(25 558)	29 961
	Variation de trésorerie	(157 660)	(86 262)
Trésorerie à l'ouverture		276 524	135 366
Trésorerie à la clôture		118 864	49 104
Trésorerie au bilan.....		118 864	49 104
● Valeurs mobilières de placement.....	3.11	87 059	898
● Disponibilités.....	3.11	31 805	48 206
● Concours bancaires courants.....			

(*) Dont principalement les amortissements, provisions, impôts différés, quote part de résultat des sociétés mises en équivalence et excédent de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs et les dépenses de restructuration et les coûts non courants induits par la reprise d'établissements.

Les notes font partie intégrante des comptes

Informations sur les capitaux propres consolidés

Variation des capitaux propres consolidés

<i>en milliers d'euros sauf le nombre d'actions</i>	Nombre d'actions	Capital	Réserves liées au capital	Ecarts de réévaluation	Autres réserves	Résultat	Total part du groupe	Minoritaires	Total
31.déc.09	38 847 172	48 559	82 187	257 285	189 245	61 138	641 628	257	641 885
Affectation du résultat					55 311	(61 138)	(5 827)		(5 827)
Variation de valeur des ensembles immobiliers				38 077			38 077		38 077
Engagements de retraite					(1 276)		(1 276)		(1 276)
Instruments financiers				1 856			1 856		1 856
Autres							0		0
Variation de valeur reconnue directement en capitaux propres		0	0	39 932	54 035	(61 138)	32 829	0	32 829
Résultat 2010						66 347	66 347		66 347
Exercice des options de souscription d'actions	4 700	6	22				28		28
Océane 2010					3 018		3 018		3 018
Rémunération des apports Mediter	3 500 923	4 376	109 303		7 492		121 172	29 250	150 421
Autres					333		333	(257)	76
31.déc.10	42 352 795	52 941	191 512	297 217	251 105	66 347	865 353	29 250	894 603
Affectation du résultat					56 606	(66 347)	(9 741)		(9 741)
Variation de valeur des ensembles immobiliers							0		0
Engagements de retraite					927		927		927
Instruments financiers				9 072			9 072		9 072
Autres							0		0
Variation de valeur reconnue directement en capitaux propres		0	0	9 072	57 533	(66 347)	258	0	258
Résultat 1s2011						40 279	40 279		40 279
Autres							0	(193)	(193)
30.juin.11	42 352 795	52 941	191 512	306 288	308 638	40 279	905 889	29 057	934 946

NOTES ANNEXES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSES AU 30 juin 2011

1. PRINCIPES COMPTABLES	21
2. PERIMETRE DE CONSOLIDATION	22
2.1 <i>Variations de périmètre de la période</i>	22
2.2 <i>Présentation des variations de périmètre de la période</i>	23
2.3 <i>Rappel sur l'acquisition des Groupes MEDITER et MEDIBELGE</i>	23
3. COMMENTAIRES SUR LES COMPTES	24
3.1 <i>Goodwill</i>	24
3.2 <i>Immobilisations incorporelles</i>	24
3.3 <i>Immobilisations corporelles</i>	26
3.4 <i>Participations dans les entreprises associées et coentreprises</i>	28
3.5 <i>Actifs financiers non courants</i>	28
3.6 <i>Créances clients et comptes rattachés</i>	29
3.7 <i>Autres créances et comptes de régularisation</i>	29
3.8 <i>Actifs détenus en vue de la vente</i>	29
3.9 <i>Capitaux propres</i>	30
3.10 <i>Provisions</i>	32
3.11 <i>Dettes financières et trésorerie</i>	34
3.12 <i>Instruments financiers</i>	37
3.13 <i>Fournisseurs et comptes rattachés</i>	39
3.14 <i>Autres dettes et comptes de régularisation</i>	40
3.15 <i>Dette associée à des actifs détenus en vue de la vente</i>	40
3.16 <i>Information sectorielle</i>	40
3.17 <i>Autres produits et charges opérationnels non courants</i>	41
3.18 <i>Résultat financier</i>	41
3.19 <i>Charge d'impôt</i>	41
3.20 <i>Engagements et passifs éventuels</i>	43
3.21 <i>Analyse des actifs et passifs financiers selon la norme IFRS 7</i>	46
3.22 <i>Opérations avec les parties liées</i>	47
3.23 <i>Evènements postérieurs à la clôture</i>	48
3.24 <i>Périmètre de consolidation au 30 juin 2011</i>	48

Annexe aux comptes consolidés

Les montants sont exprimés en milliers d'euros sauf mention contraire

Les états financiers consolidés condensés du Groupe ORPEA pour le premier semestre 2011 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 12 septembre 2011.

1. PRINCIPES COMPTABLES

ORPEA S.A. est une société de droit français ayant son siège social à Paris, 115, rue de la Santé. Elle est la société mère d'un groupe qui exerce son activité dans le secteur de la dépendance temporaire et permanente à travers l'exploitation de maisons de retraite, de cliniques de soins de suites et psychiatriques.

Les états financiers du groupe ORPEA sont préparés en conformité avec les IFRS (International Financial Reporting Standards) adoptés par l'Union Européenne. Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et leurs interprétations SIC (Standards Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés condensés au 30 juin 2011 du groupe ORPEA sont identiques à ceux retenus pour l'exercice clos au 31 décembre 2010.

Les nouvelles normes et interprétations obligatoires à compter du 1^{er} janvier 2011 qui sont applicables par le groupe ORPEA sont :

- IAS 24 révisée en 2009 – Parties liées : sans incidence sur les comptes;
- IFRS 3 révisée – Rémunérations en actions attribuées par la cible: l'amélioration de la norme publiée en mai 2010 n'a pas d'incidence sur les comptes ;
- IFRS 7 révisée – Informations relatives aux instruments financiers : l'amélioration de la norme publiée en mai 2010 est sans incidence sur les comptes ;
- IAS 1 – Présentation du tableau de variation des capitaux propres : l'amélioration de la norme publiée en mai 2010 est sans incidence sur les comptes ;
- IAS 34 – Information financière semestrielle : l'amélioration de la norme publiée en mai 2010, qui prévoit notamment d'indiquer la nature des opérations et événements susceptibles de nécessiter une information s'ils sont significatifs, est sans incidence sur les comptes du groupe.

Les autres amendements et interprétations de normes obligatoires à compter du 1^{er} janvier 2011 ne trouvent pas à s'appliquer aux comptes semestriels du groupe ou ne présentent pas d'incidence significative sur ces derniers.

Les normes qui n'ont pas fait l'objet d'une adoption par la Commission Européenne, n'ont pas été appliquées par anticipation par le groupe.

Les comptes consolidés semestriels condensés au 30 juin 2011, sont établis conformément à la norme IAS34 « Information financière intermédiaire » qui permet de présenter une sélection de notes annexes. Ces comptes consolidés condensés doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés de l'exercice 2010.

L'effet de saisonnalité est limité au nombre de jours d'activité qui est légèrement inférieur au premier semestre de chaque année civile par rapport à celui du second semestre.

2. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

2.1 Variations de périmètre de la période

Le chiffre d'affaires réalisé au premier semestre 2011 est en progression de 26,6 % par rapport à celui réalisé au premier semestre 2010, soit une hausse de 125 M€.

Le développement du groupe s'effectue à la fois par croissance organique et par croissance externe.

La croissance organique du chiffre d'affaires s'élève sur la période à +8,5 %.

Au cours du semestre, le groupe a procédé à l'ouverture de quatre établissements représentant 382 lits à l'issue de la réalisation de constructions ou restructurations initiées au cours des exercices antérieurs.

ORPEA a par ailleurs poursuivi sa politique de croissance externe par l'acquisition d'établissements en exploitation ou en projet :

- en France, de quatre EHPAD, à Contes, à Moulin Neuf, à Mandres les Roses et à Caromb et de trois cliniques au Plateau d'Assy, à Alfortville et à Livry Gargan ;
- en Belgique d'une résidence pour personnes âgées en Flandre et en Italie d'une clinique psychiatrique.

ORPEA a également pris une participation minoritaire de 45 % via la SARL PCM SANTE dans un ensemble de six établissements de soins.

Enfin, le groupe a procédé ponctuellement à l'acquisition, directement ou au travers de sociétés, d'actifs isolés nécessaires à son développement : droits incorporels et immobiliers d'exploitation.

2.2 Présentation des variations de périmètre de la période

Au cours de la période, le montant des investissements liés à la croissance externe du Groupe s'est élevé à 31 M€.

Sur la base des évaluations provisoires à la juste valeur des actifs acquis, le total de ces investissements comptabilisés à la date de leur entrée dans le périmètre se résume comme suit :

	Nombre d'établissements	Nombre de lits	Actifs incorporels d'exploitation (en M euros)	Goodwills et incorporels en cours d'affectation (en M euros)	Ensembles immobiliers (en M euros)
France	7	402	27,7	4,6	19,6
Etranger	2	296	13,9	0,0	0,2
<i>Italie</i>	1	147	9,4		
<i>Suisse</i>					
<i>Belgique</i>	1	149	4,6		0,2
<i>Espagne</i>					
Total	9	698	41,7	4,6	19,8

2.3 Rappel sur l'acquisition des Groupes MEDITER et MEDIBELGE

ORPEA a réalisé le 31 décembre 2010 l'acquisition de :

- 100 % des actions composant le capital de la SAS MEDITER qui détient des participations majoritaires dans des sociétés exploitant en France des cliniques et des EHPAD et plus particulièrement 50 % +1 action dans la société HOLDING MIEUX VIVRE ;
- 49 % des actions composant le capital de la SA MEDIBELGE, qui détient des participations dans des sociétés exploitant en Belgique des maisons de retraite médicalisées.

Le groupe MEDITER détient cinq résidences pour personnes âgées et dix cliniques en France pour une capacité globale de 1 572 lits.

Le sous-groupe MIEUX VIVRE détient vingt six résidences pour personnes âgées en France pour une capacité globale de 2 238 lits.

Cette acquisition ayant été réalisée le 31 décembre, les comptes consolidés du premier semestre 2011 intègrent pour la première fois l'exploitation du sous groupe

MEDITER. L'impact de cette opération sur le résultat opérationnel courant se décompose ainsi :

En M euros	30 juin 2011			30 juin 2010
	Groupe ORPEA	dont sous groupe MEDITER	hors sous groupe MEDITER	Groupe ORPEA
Chiffre d'affaires	594,2	68,0	526,2	469,2
Résultat courant avant amortissements et provisions	105,6	6,2	99,4	83,3
Amortissements et provisions	-27,5	-2,5	-25,0	-20,6
Résultat opérationnel courant	78,1	3,7	74,4	62,6

Le groupe MEDIBELGE, exploite, en Belgique, seize résidences pour personnes âgées pour une capacité globale de 2 156 lits.

Les comptes de ce groupe font l'objet d'une mise en équivalence (cf §3.4).

3. COMMENTAIRES SUR LES COMPTES

3.1 Goodwill

Les principaux mouvements de la période entre l'ouverture et la clôture s'analysent comme suit :

	France	Etranger	Total
Goodwills nets à l'ouverture	362 753	68 499	431 252
Regroupements d'entreprises	4 705	12	4 717
Affectation MEDITER	(121 594)		(121 594)
Goodwills nets à la clôture	245 864	68 511	314 375

Au 31 décembre 2010, il n'avait pas été procédé à la comptabilisation à la juste valeur des actifs et passifs repris à cette date concernant le groupe MEDITER.

Au 30 juin 2011, il a été notamment procédé à l'affectation du goodwill provisoire aux immobilisations incorporelles représentatives des droits d'exploitations des établissements de MEDITER et de MIEUX VIVRE pour un montant de 178 M€ (soit 119 M€ net d'impôt différé).

L'affectation définitive du goodwill provisoire sera réalisée au 31 décembre 2011.

3.2 Immobilisations incorporelles

Les postes d'immobilisations incorporelles bruts et les amortissements cumulés correspondant sont les suivants :

	30.06.11			31.12.10		
	Brut	Amort. Prov	Net	Brut	Amort. Prov	Net
Autorisations d'exploitation	1 051 419	9 991	1 041 428	824 009	9 991	814 017
Acomptes et avances	5 122		5 122	5 299		5 299
Autres Immo. incorporelles	22 919	6 453	16 466	21 311	5 532	15 779
Total	1 079 460	16 444	1 063 016	850 619	15 523	835 096

Au 30 juin 2011, le poste « Autorisations d'exploitation » comptabilise les incorporels d'exploitation non amortissables des sites situés en France, en Belgique et en Italie.

Les amortissements des autres immobilisations incorporelles sont comptabilisés en « amortissements et provisions » au compte de résultat.

Les pertes de valeur sont, le cas échéant, comptabilisées en « autres charges opérationnelles non courantes ».

La variation des immobilisations incorporelles par catégorie d'immobilisation s'analyse de la façon suivante (en valeur nette) :

	Autorisations d'exploitation	Avances et acomptes	Autres	Total
Au 31 décembre 2009	753 187	8 373	13 791	775 351
Augmentation	5 177	1 772	3 357	10 306
Diminution	(481)	(29)	(120)	(630)
Amortissements et provisions	(3 084)		(736)	(3 820)
Reclassements et autres	664	(4 816)	(707)	(4 859)
Variations de périmètre	58 554		194	58 748
Au 31 décembre 2010	814 017	5 299	15 779	835 096
Augmentation	1 054	994	1 534	3 582
Diminution	(2 543)		(248)	(2 791)
Amortissements et provisions			(601)	(601)
Reclassements et autres	187 177	(1 170)		186 007
Variations de périmètre	41 723		2	41 725
Au 30 juin 2011	1 041 428	5 122	16 466	1 063 016

Les avances et acomptes comptabilisés en immobilisations incorporelles correspondent essentiellement aux avances et acomptes versés dans le cadre d'acquisition d'autorisations d'exploitations sous protocole.

Les reclassements correspondent principalement à l'affectation du goodwill provisoire du groupe MEDITER aux droits d'exploitations des établissements dudit sous groupe (cf §3.1).

3.3 Immobilisations corporelles

Variation des immobilisations corporelles et immobilisations en cours de construction

Les postes d'immobilisations corporelles bruts, incluant les immobilisations en cours de construction, et les amortissements cumulés correspondant sont les suivants :

	30.06.11			31.12.10		
	Brut	Amort. Prov	Net	Brut	Amort. Prov	Net
Terrains	614 281	156	614 124	569 378	141	569 237
Constructions	1 152 054	231 634	920 420	1 065 985	198 769	867 216
Installations Techniques	156 211	70 486	85 725	136 786	58 698	78 088
Immobilisations en cours de construction	498 413	62	498 351	485 290	62	485 227
Autres Immo. Corporelles	74 151	38 985	35 166	65 200	34 523	30 677
Immo. détenues en vue de la vente	(138 111)		(138 111)	(119 929)		(119 929)
Total	2 356 999	341 323	2 015 676	2 202 709	292 193	1 910 517

Les amortissements sont comptabilisés en « amortissements et provisions » au compte de résultat.

Les pertes de valeur sont, le cas échéant comptabilisées en « autres charges opérationnelles non courantes ».

La variation de la valeur nette des immobilisations s'analyse comme suit :

	Terrains	Constructions	Installations techniques	Immo. en cours de construction	Autres	Immo détenues en vue de la vente	Total
Au 31 décembre 2009	423 896	719 375	78 584	494 135	28 395	(82 208)	1 662 177
Acquisitions	4 921	65 937	16 449	223 019	7 558		317 884
Variation de valeur	58 070						58 070
Cessions	(127)	(6 208)	(889)	(114 935)	(1 434)		(123 593)
Amortissements	(31)	(25 914)	(13 388)		(3 119)		(42 452)
Reclassements et autres	58 547	70 307	(3 493)	(127 231)	(2 131)	(37 721)	(41 722)
Variations de périmètre	23 961	43 719	825	10 239	1 408		80 152
Au 31 décembre 2010	569 237	867 216	78 088	485 227	30 677	(119 929)	1 910 517
Acquisitions	5 087	44 712	6 297	116 247	3 894		176 237
Variation de valeur							0
Cessions	(510)	(7 020)	24	(28 948)	(176)		(36 630)
Amortissements	(15)	(17 125)	(7 265)		(1 519)		(25 924)
Reclassements et autres	34 186	18 956	7 929	(74 176)	1 973	(18 182)	(29 314)
Variations de périmètre	6 139	13 681	652	0	317		20 789
Au 30 juin 2011	614 124	920 420	85 725	498 351	35 166	(138 111)	2 015 676

Les principales variations de l'exercice 2011 comprennent les investissements nécessaires à l'exploitation courante des établissements, les investissements dans de

nouveaux immeubles ou extensions, ainsi que les ensembles immobiliers et autres actifs corporels acquis sur le semestre dans le cadre des regroupements d'entreprises et ceux en cours de construction.

Comptabilisation à la valeur réévaluée des ensembles immobiliers exploités

La valeur réévaluée, à leur juste valeur, des ensembles immobiliers exploités par le groupe, en application de la norme IAS 16 fait l'objet d'un examen chaque fin d'année par des évaluateurs professionnels qualifiés externes. Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée sur le semestre.

L'incidence de la revalorisation selon IAS 16 des ensembles immobiliers exploités se présente comme suit :

Incidence de la valorisation IAS16		
	30.juin.11	31.déc.10
Terrains	297 022	297 022
Constructions	57 781	57 781
Valeurs brutes	354 803	354 803
Amortissements	-9 109	-8 426
Ensembles immobiliers	345 694	346 377

L'impôt corrélatif à la comptabilisation de la réévaluation, calculé au taux de droit commun, s'élève à 122,1 M€.

Le montant des amortissements liés à la réévaluation des constructions s'établit à 0,7 M€ au titre du premier semestre 2011.

Locations – financement

Les immobilisations corporelles financées par location–financement comprennent les immobilisations suivantes pour leur valeur brute:

	30.juin.11	31.déc.10
Terrains	169 384	155 921
Constructions	491 621	472 719
Immobilisations en location-financement	661 005	628 640

Les locations–financements sont exclusivement constituées de contrats de crédit–bail.

Trois contrats sont arrivés à échéance au cours du semestre.

Locations simples

La charge locative s'analyse comme suit :

	30.juin.11	03.juin.10
Loyers	44 374	30 082
Total charge locative	44 374	30 082

Les locations–simples sont quasi exclusivement constituées de baux renouvelables à loyers fixes révisables en fonction de l'évolution des indices INSEE du coût de la construction, du taux de revalorisation des pensions des personnes âgées ou de taux fixes.

3.4 Participations dans les entreprises associées et coentreprises

Au 30 juin 2011, les participations dans les entreprises associées et coentreprises se présentent comme suit :

Entreprises associées	Pourcentage de détention	Valeur comptable des participations (en K€)	Dont résultat mis en équivalence (en K€)	Chiffre d'affaires du 1er semestre 2011 (en M€)
SA F. Santé	49%	3 000	0	0
Groupe MEDIBELGE	49%	26 132	474	25
SA G. Santé	49%	562	0	0
SA TCP DEV *	70%	217	789	9
Ensemble de six établissements de soins détenu par SARL PCM SANTE	45%	20 789	185	16
Total		50 700	1 447	

(*) En vertu d'un accord d'actionnaire, ORPEA ne dispose pas du pouvoir de contrôle de la société.

3.5 Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants sont détaillés ci-dessous :

	30.juin.11 Net	31.déc.10 Net
Titres non consolidés	6 307	877
Prêts	8 757	9 979
Dépôts et cautionnements	5 319	4 319
Total	20 382	15 176

Les titres non consolidés sont constitués par des participations dans des sociétés qui n'ont pas eu d'activité significative en rapport avec celle du Groupe et par des participations mutualistes bancaires.

Le poste " Dépôts et cautionnements " comprend les dépôts et cautionnements de toute nature que le Groupe peut être amené à verser dans l'exercice de son exploitation.

3.6 Créances clients et comptes rattachés

	30.juin.11	31.déc.10
Créances clients et comptes rattachés	100 819	86 980
Créances clients et comptes rattachés	100 819	86 980

De part la nature de l'activité, l'ensemble des créances clients est payable dans le délai d'un mois et les retards de paiements sont non significatifs.

3.7 Autres créances et comptes de régularisation

	30.juin.11	31.déc.10
Créances liées au développement	33 793	23 547
Créances sur cessions immobilières	23 895	45 966
Charges constatées d'avance sur opérations immobilières	7 480	8 287
Créances de TVA	40 429	33 260
Avances et acomptes versés sur commandes	1 660	1 516
Débiteurs divers	40 502	28 760
Fournisseurs débiteurs	8 535	9 493
Charges constatées d'avance d'exploitation	11 036	8 901
Total	167 331	159 730

Les créances liées au développement sont principalement constituées par les montants versés lors des acquisitions de sociétés, d'autorisations d'exploitation de lits de cliniques ou de maisons de retraite ou lors de la construction d'ensembles immobiliers.

Les constructions immobilières accompagnant le développement du groupe expliquent principalement le montant des créances de TVA.

3.8 Actifs détenus en vue de la vente

Les actifs disponibles à la vente sont principalement constitués d'ensembles immobiliers que le groupe a décidé de céder, en bloc ou par lots, à des investisseurs pour ensuite les prendre à bail dans le cadre de locations simples.

3.9 Capitaux propres

Capital social

	30-juin-11	31-déc.-10
Nombre total d'actions	42 352 795	42 352 795
Nombre d'actions émises	42 352 795	42 352 795
Valeur nominale en € de l'action	1,25	1,25
Capital social en euros	52 940 994	52 940 994
Actions de la société détenues par le groupe	16 158	27 321

Le 31 juillet 2007, la société ORPEA a divisé par deux le nominal de son action, doublant par conséquent le nombre de ses actions.

Le 20 octobre 2009, la société ORPEA a réalisé une augmentation de capital d'un montant nominal de 2 400 000 euros, créant ainsi 1 920 000 actions nouvelles.

Le 31 décembre 2010, suite à la prise de participation des groupes MEDITER et MEDIBELGE, la société ORPEA a réalisé une augmentation de capital d'un montant nominal de 4 376 154 euros, créant ainsi 3 500 923 actions nouvelles.

Depuis le 31 décembre 2009, les options de souscription d'actions ont fait évoluer le capital et les primes comme suit :

(en milliers d'euros)	Nombre cumulé d'actions	Montant du capital	Réserves liées au capital
Capital au 31/12/2009	38 847 172	48 559	82 187
Exercice d'options	4 700	6	22
Augmentation de capital	3 500 923	4 376	109 303
Capital au 31/12/2010	42 352 795	52 941	191 512
Exercice d'options			
Augmentation de capital			
Capital au 30/06/2011	42 352 795	52 941	191 512

Résultat par action

Calcul du nombre moyen pondéré d'actions détenues

	30.juin.11		30.juin.10	
	de base	dilué	de base	dilué
Actions ordinaires *	42 352 795	42 352 795	38 851 872	38 851 872
Options de souscription		15 179		72 600
Actions d'autocontrôle	(21 740)	(21 740)	(26 615)	(26 615)
Exercice des BSAAR				
Exercice des OCEANE		4 069 635		
Nombre moyen pondéré d'actions	42 331 055	46 415 869	38 825 257	38 897 857

* net de l'autodétention en 2010

Résultat net par action

<i>(en euros)</i>	30.juin.11		30.juin.10	
	de base	dilué	de base	dilué
Résultat net - part du groupe	0,95	0,93	0,84	0,83

Dividendes

L'Assemblée Générale du 30 juin 2011 a approuvé le versement d'un dividende au titre de l'exercice 2010 d'un montant unitaire de 0,23 euros par action soit un total de 9 741 143 euros versé en septembre 2011.

Plans d'options de souscription en cours

Aucune levée d'option n'a été réalisée au cours du premier semestre 2011.

Au titre du troisième plan, il reste, au 30 juin 2011, 18 360 options à exercer.

Aucune option de souscription d'action n'a été attribuée à des personnes ayant la qualité de mandataire social à la date de l'octroi.

Conformément aux principes énoncés au § 1.17, seul le plan d'options accordé en juin 2003 a fait l'objet d'une évaluation.

Bons de souscription d'actions

Le 17 août 2009, la société ORPEA a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire sous forme d'OBSAAR. Cette opération a conduit à créer 1 190 787 bons de souscriptions. Ces bons seront exerçables du 14 août 2011 au 14 août 2015 inclus et permettront de souscrire à une action ORPEA pour un prix d'exercice de 37,90 €. L'effet dilutif maximum représente 3,23 % des actions émises.

Actions propres

L'Assemblée Générale du 30 juin 2010 a autorisé un programme de rachat d'actions.

Ce programme a diverses finalités : il est destiné à permettre à la société notamment d'assurer la liquidité et d'animer le marché, d'optimiser sa gestion des capitaux propres et d'attribuer des actions aux salariés notamment par voie d'attribution d'actions gratuites.

Le 29 décembre 2009, 68 420 actions ont été attribuées au profit de 1 975 salariés du groupe.

Au 30 juin 2011, le Groupe détenait 16 158 actions propres qui viennent en déduction des réserves consolidées pour un montant de 1 241 K€.

3.10 Provisions

Les provisions se détaillent comme suit :

(en milliers d'euros)	01.janv.11	Ecart actuariel	Reclassement	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (prov. utilisées)	Reprise de l'exercice (prov. non utilisées)	Variations de périmètre et autres	30.juin.11
Prov risques et charges	17 980		(1 458)	3 477	(721)	(381)	78	18 977
Prov restructuration	5 883				(725)		1 548	6 707
Prov ind et engagt retraite	18 433	(1 414)	1 458	325	(45)		442	19 200
Total	42 298	(1 414)	0	3 802	(1 490)	(381)	2 068	44 884

La part des provisions à moins d'un an comprend, au 30 juin 2011, les provisions pour litiges sociaux pour 5 751 K€ et les provisions pour restructuration pour 1 787 K€.

La provision pour engagements de retraite se détaille comme suit :

(en milliers d'euros)	30.juin.11	31.déc.10
France	17 606	16 805
Etranger	1 595	1 628
Totaux	19 200	18 433

L'évolution de la situation financière des engagements de retraite France et assimilés se détaille comme suit :

(en milliers d'euros)	30-juin-11				31.déc.10			
	Valeur actuelle de l'obligation	Provision au bilan	Résultat	Capitaux propres	Valeur actuelle de l'obligation	Provision au bilan	Résultat	Capitaux propres
Ouverture	16 805	(16 805)			13 806	(13 806)		
Coût des services courants	481	(481)	(481)		929	(929)	(929)	
Charge d'intérêt (désactualisation)	346	(346)	(346)		905	(905)	(905)	
Rendement attendu des actifs								
Cotisations de l'employeur								
Ecarts actuariels	(1 414)	1 414		1 414	1 574	(1 574)		(1 574)
Prestations de retraite payées	(514)	514			(818)	818		
Variations de périmètre et autres	1 900	(1 900)			409	(409)		
Clôture	17 606	(17 606)	(827)	1 414	16 805	(16 805)	(1 834)	(1 574)

L'évolution de la situation financière des engagements de retraite Etranger et assimilés se détaille comme suit :

(en milliers d'euros)	30.juin.11				31.déc.10			
	Valeur actuelle de l'obligation (*)	Provision au bilan	Résultat	Capitaux propres	Valeur actuelle de l'obligation (*)	Provision au bilan	Résultat	Capitaux propres
Ouverture	1 628	(1 628)			1 181	(1 181)		
Coût des services courants	182	(182)	(182)		373	(373)	(373)	
Charge d'intérêt (désactualisation)	120	(120)	(120)		179	(179)	(179)	
Rendement attendu des actifs	(119)	119	119		(170)	170	170	
Cotisations de l'employeur	(216)	216	216		(307)	307	307	
Ecarts actuariels					372	(372)		(372)
Prestations de retraite payées								
Variations de périmètre et autres								
Clôture	1 595	(1 595)	33		1 628	(1 628)	(75)	(372)

(*) net des fonds de couverture

Les principales hypothèses actuarielles au 30 juin 2011 sont les suivantes :

	30.juin.11		31.déc.10	
	France	Etranger	France	Etranger
Taux d'actualisation	4,67%	3,00%	4,09%	3,00%
Taux de revalorisation annuelle des salaires en tenant compte de l'inflation	3,50%	2,25%	3,50%	2,25%
Taux de rendement attendu des actifs de couverture	NA	3,00%	NA	3,00%
Age de départ en retraite	65 ans	65 ans	65 ans	65 ans
Taux de charges sociales	taux moyen réel		taux moyen réel	

Les écarts actuariels constatés sur l'exercice en contrepartie des capitaux propres résultent d'ajustements liés à l'expérience, notamment pour ce qui concerne les hypothèses de rotation des collaborateurs.

Au 30 juin 2011, la sensibilité de l'engagement de retraite France à une variation de + 0,5% du taux d'actualisation est de 890 K€.

3.11 Dettes financières et trésorerie

L'endettement financier net d'ORPEA se décompose de la manière suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Net 30 juin 2011	Net 31 décembre 2010
Immobilier	1 573 616	1 576 574
Emprunts et dettes long terme / établissement de crédit	304 759	287 997
Dettes correspondant à des contrats de location financement	457 003	430 733
Emprunts obligataires	382 374	382 374
Prêts relais immobiliers	429 480	475 470
Non Immobilier	410 292	391 299
Emprunts et dettes financières diverses	380 310	363 795
Dettes correspondant à des contrats de location financement	29 982	27 504
Total dettes financières brutes (*)	1 983 910	1 967 873
Trésorerie	(87 059)	(73 899)
Equivalents de trésorerie	(31 805)	(202 625)
Total dettes financières nettes (*)	1 865 046	1 691 349

(*) Dont dette associée à des actifs détenus en vue de la vente

Les variations des dettes financières au cours du premier semestre 2011 se présentent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc-10	Augmentation	Diminution	Variations de périmètre	30-juin-11
Emprunts obligataires	382 374				382 374
Emprunts et dettes long terme liés au parc immobilier	287 997	18 081	(1 319)		304 759
Dettes correspondant à des contrats de CB immobilier	430 733	42 610	(16 340)		457 003
Prêts relais immobiliers	475 470	10 210	(56 200)		429 480
Dettes correspondant à des contrats de CB mobilier	27 504	7 315	(4 837)		29 982
Emprunts et dettes financières diverses	363 795	79 849	(72 723)	9 389	380 310
Total des dettes financières brutes	1 967 873	158 065	(151 419)	9 389	1 983 910
Trésorerie et équivalents	(276 524)	157 660			(118 864)
Total des dettes financières nettes	1 691 349	315 725	(151 419)	9 389	1 865 046
Dette associée à des actifs détenus en vue de la vente	(119 929)	(21 182)			(141 111)
Dettes financières nettes hors dette associée à des actifs détenus en vue de la vente	1 571 420	294 543	(151 419)	9 389	1 723 935

La répartition par échéance de la dette nette de la trésorerie positive se présente ainsi :

	30.juin.11	Moins d'un an (*)	De deux à cinq ans	Plus de cinq ans
Emprunts obligataires	382 374		382 374	0
Emprunts et dettes long terme liés au parc immobilier	304 759	93 497	150 008	61 254
Dettes correspondant à des contrats de CB immobilier	457 003	30 467	122 374	304 162
Prêts relais immobiliers	429 480	148 543	255 307	25 630
Dettes correspondant à des contrats de CB mobilier	29 982	5 996	23 986	0
Emprunts et dettes financières diverses	380 310	217 035	132 320	30 955
Total des dettes financières brutes	1 983 910	495 537	1 066 369	422 004
Trésorerie et équivalents	(118 864)	(118 864)		
Total des dettes financières nettes	1 865 046	376 673	1 066 369	422 004
Dette associée à des actifs détenus en vue de la vente	(141 111)	(141 111)		
Dettes financières nettes hors dette associée à des actifs détenus en vue de la vente	1 723 935	235 562	1 066 369	422 004

Le détail des échéances à plus d'un an et moins de cinq se présente ainsi :

	De deux à cinq ans	2	3	4	5
Emprunts obligataires	382 374	41 824	41 824	62 736	235 990
Emprunts et dettes long terme liés au parc immobilier	150 008	42 043	39 482	39 950	28 533
Dettes correspondant à des contrats de CB immobilier	122 374	30 594	30 594	30 594	30 592
Prêts relais immobiliers	255 307	120 196	74 394	34 262	26 455
Dettes correspondant à des contrats de CB mobilier	23 986	5 996	5 996	5 996	5 998
Emprunts et dettes financières diverses	132 320	50 593	36 918	24 768	20 041
Total des dettes financières brutes par année	1 066 369	291 246	229 208	198 306	347 609

Politique de financement du Groupe

Le financement des activités du Groupe est organisé autour de trois axes :

- Financement des ensembles immobiliers en exploitation par crédit-bail immobilier ou prêt bancaire amortissables d'une durée généralement de 12 ans;
- Financement de l'acquisition d'établissements en exploitation, d'autorisations d'exploiter, etc..., principalement par prêt bancaire amortissable sur 6 ou 7 ans;
- Financement des ensembles immobiliers récemment acquis ou en cours de restructuration ou de construction par prêt relais immobilier.
Les prêts relais immobiliers sont constitués de lignes de financement dédiées à un projet ainsi que de lignes globales de concours bancaires. Ces projets immobiliers sont destinés à être cédés à des tiers ou à être conservés par le groupe ; dans ce cas ils font l'objet d'un financement ultérieur généralement au moyen de contrats de location financement.

La politique de développement du Groupe conduit à mettre en place de nouvelles lignes de financements bancaires et à procéder à la cession d'ensembles immobiliers auprès d'investisseurs.

Emprunts obligataires

OBSAAR : La société ORPEA a procédé au cours du second semestre 2009 à l'émission d'un emprunt obligataire sous forme d'OBSAAR d'un montant nominal de 217 M€ et d'un montant net en IFRS de 209M€. Les OBSAAR attachés aux obligations ont été valorisés à leur juste valeur et comptabilisé en capitaux propres pour 3 M€.

Cet emprunt est amortissable en 2012 et 2013 à hauteur de 20 % du nominal l'an et en 2014 et 2015 à hauteur de 30 % l'an. Le taux de rémunération à l'émission est EURIBOR 3 mois + 137 points de base hors frais.

OCEANE : La société ORPEA a procédé au cours du second semestre 2010 à l'émission de 4 069 635 obligations à option de conversion et / ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (OCEANE) au prix unitaire de 44,23 €, pour un montant total de 180 M€.

Cet emprunt est remboursable in fine au 1^{er} janvier 2016. Le taux de rémunération à l'émission est de 3,875 % l'an. Les obligataires ont la faculté de convertir leurs obligations en actions (à raison d'une action pour une obligation) entre le 15 décembre 2010 et jusqu'au septième jour ouvré inclus qui précède la date de remboursement normal au prix de 44,23 € par action.

Covenants bancaires

L'OBSAAR ainsi que la majorité des emprunts bancaires souscrits par le groupe, autres que les locations-financement immobilières est conditionnée depuis le 31 décembre 2006 par des engagements définis contractuellement en fonction :

- du rapport :
$$R1 = \frac{\text{dette financière nette consolidée (hors dette immobilière)}}{\text{EBE consolidé} - 6\% \text{ dette immobilière}}$$
- et de la hauteur du gearing retraité :
$$R2 = \frac{\text{dette financière nette consolidée}}{\text{Fonds propres} + \text{quasi fonds propres (ie impôts différés passifs liés à la valorisation des incorporels d'exploitation en IFRS dans les comptes consolidés)}}$$

Au 30 juin 2011, ces deux ratios s'élèvent respectivement à 3,59 et 1,56 dans les limites imposées qui sont, au 30 juin 2011, de 5,5 pour R1 et de 2,0 ou 2,2 pour R2.

Trésorerie

A 30 juin 2011, la trésorerie positive du groupe est composée de 87 059 K€ de placements courts termes de type SICAV et OPCVM sans risque et de 31 805 K€ de soldes bancaires créditeurs.

3.12 Instruments financiers

Risque de taux

Stratégie de gestion du risque de taux :

La structure de la dette financière du Groupe principalement composée de dette domestique à taux variable, l'expose au risque de hausse des taux courts de la zone euro.

La stratégie du groupe consiste à couvrir le risque de variation de taux d'intérêt sur les trois quarts de la dette financière nette consolidée. A cet effet, le groupe recourt à des emprunts à taux fixes ou utilise des instruments financiers pour couvrir sa dette à taux variable. Ces instruments financiers prennent la forme de contrats d'échanges de taux dans lesquels il reçoit principalement l'Euribor (3m) et paye un taux fixe spécifique à chaque contrat et d'options de taux d'intérêts (caps, collars, etc...). Le groupe met en œuvre une comptabilité de couverture conforme à IAS 39, qualifiant ces opérations de couvertures de flux de trésorerie futurs. Les plus et moins values

latentes résultant de la valeur de marché de ces dérivés sont comptabilisées en capitaux propres à la clôture de l'exercice.

Portefeuille de dérivés de taux :

Au 30 juin 2011 comme au 31 décembre 2010, le portefeuille de dérivés se compose de contrats d'échanges de taux payeurs à taux fixes, contre Euribor, principalement 3 mois et d'options de taux d'intérêt. Ces instruments dérivés ont soit un profil de nominal constant soit un profil amortissable.

A fin 2010, la maturité des dérivés de taux était la suivante :

Echéancier (M€)					
	2011	2012	2013	2014	2015
Notionnel moyen (M€)	1 043	1 158	1 005	738	364
Taux d'intérêt	3,3%	3,1%	2,9%	2,6%	2,5%

A la fin du premier semestre 2011, la maturité des dérivés de taux était la suivante :

Echéancier (M€)					
	2011	2012	2013	2014	2015
Notionnel moyen (M€)	1 056	1 256	1 294	1 048	598
Taux d'intérêt	3,3%	3,1%	2,9%	2,7%	2,7%

Au 31 décembre 2010, la juste valeur accumulée sur des instruments dérivés de couverture, soit – 37,0 millions d'euros, a été intégralement comptabilisée en capitaux propres, au titre des couvertures de flux d'intérêt futurs.

Au 30 juin 2011, la juste valeur accumulée sur des instruments dérivés de couverture, soit – 23,2 millions d'euros, a été intégralement comptabilisée en capitaux propres, au titre des couvertures de flux d'intérêt futurs.

Analyse de sensibilité de la situation du groupe à l'évolution des taux :

L'impact d'une hausse et d'une baisse de la courbe des taux de 1% sur le résultat du Groupe provient :

- du montant de la dette à taux variable nette de la trésorerie disponible, au titre de la variation des intérêts ;
- de l'évolution de la juste valeur de ses instruments dérivés.

La juste valeur des instruments dérivés est sensible à l'évolution de la courbe des taux et à l'évolution de la volatilité. Cette dernière est supposée constante dans l'analyse.

Au 30 juin 2011, le Groupe a une dette nette de 1 865 M€ dont environ 13 % sont nativement à taux fixe, le solde étant à taux variable.

Compte tenu des couvertures mises en place :

- l'effet d'une hausse de la courbe des taux de 1 % (100 points de base) augmenterait la charge financière du groupe (avant impôt et activation des frais financiers) de 7,1 M€ ;
- l'incidence d'une baisse de 0,2 % (20 points de base compte tenu du niveau actuel des taux) diminuerait la charge financière de 1,4 M€.

Variation de l'écart de réévaluation des couvertures de flux de trésorerie futurs :

(en milliers d'euros)	30.juin.11	31.déc.10
Ecart de réévaluation à l'ouverture	(36 985)	(39 815)
Variation de juste valeur de la période en capitaux propres	3 576	(23 098)
Juste valeur constatée en résultat de la période	10 259	25 928
Incidence sur le résultat global de la période	13 835	2 830
Ecart de réévaluation à la clôture	(23 150)	(36 985)

Valeur des instruments financiers hors dérivés

(en milliers d'euros)	30.juin.11	31.déc.10
Titres de participation	6 307	877
Autres actifs financiers non courants	14 076	14 299
Valeurs mobilières de placement	87 059	202 625
Instruments financiers hors dérivés	107 442	217 801

3.13 Fournisseurs et comptes rattachés

	30.juin.11 Net	31.déc.10 Net
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	137 648	144 030
Fournisseurs et comptes rattachés	137 648	144 030

3.14 Autres dettes et comptes de régularisation

	30.juin.11 Net	31.déc.10 Net
Dettes liées au développement	30 847	40 142
Dépôts de garantie	24 842	24 929
Engagements de travaux sur immeubles cédés	7 976	8 079
Clients créditeurs	1 416	4 294
Avances et acomptes reçus sur commandes	9 255	8 044
Autres produits constatés d'avance	5 878	5 361
Instruments dérivés de taux	21 115	34 876
Divers	53 080	25 894
Autres dettes et comptes de régularisation	154 408	151 619

Les dépôts de garantie sont essentiellement constitués des sommes versées par les résidents en début de séjour.

3.15 Dette associée à des actifs détenus en vue de la vente

Les dettes associées à des actifs en vue de la vente correspondent aux emprunts bancaires (crédits relais ou amortissables) ayant financé leur acquisition.

3.16 Information sectorielle

	30.juin.11	30.juin.10
Chiffre d'affaires		
France	525 672	413 329
Europe hors France	68 527	55 890
Total	594 200	469 218
Résultat opérationnel courant avant dotations aux amortissements et provisions		
France	97 286	76 502
Europe hors France	8 308	6 703
Total	105 594	83 204
Actif du bilan		
France	3 647 365	2 754 078
Europe hors France	361 198	354 912
Total	4 008 563	3 108 991
Passif hors capitaux propres		
France	2 794 716	2 147 125
Europe hors France	278 901	304 024
Total	3 073 617	2 451 150

Les montants encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels sont présentés en 2.2.

3.17 Autres produits et charges opérationnels non courants

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.juin.11	30.juin.10
Produits de cession immobilière	60 423	30 164
Coûts de cession immobilière	(44 965)	(24 313)
Reprises sur provisions	1 134	9 707
Dotations aux provisions	(2 982)	(1 290)
Autres produits	9 860	2 157
Autres charges	(10 815)	(6 681)
Autres produits et charges opérationnels non courants	12 655	9 744

Les autres produits et charges non courants sont composés essentiellement :

- du bénéfice net réalisé sur les opérations de cessions d'actifs immobiliers pour 15,5 M€ ;
- des autres produits et charges liés aux acquisitions dans le cadre de regroupement d'entreprise : soit (6,2) M€ liés à la restructuration d'établissements récemment acquis et 9,1 M€ de produits constatés lors de regroupements d'entreprise.

3.18 Résultat financier

	30.juin.11	30.juin.10
Intérêts sur dettes bancaires et autres dettes financières	(23 173)	(14 465)
Intérêts sur biens financés en location financement	(6 705)	(4 697)
Produit net (Charge nette) sur dérivés de taux	(10 411)	(14 089)
Frais financiers capitalisés (*)	8 300	7 671
Charges financières	(31 989)	(25 580)
Produits de la trésorerie	297	312
Produits financiers	297	312
Coût de l'endettement financier net	(31 692)	(25 268)

(*) calculés au taux de 4,5 % au 30 juin 2011 comme au 30 juin 2010 sur les établissements en construction ou en restructuration

3.19 Charge d'impôt

ORPEA SA a opté pour le régime d'intégration fiscale pour ses filiales françaises détenues à plus de 95%. Les filiales qui répondent à ce critère de détention sont incluses dans le périmètre d'intégration fiscale excepté celles acquises au cours de l'exercice 2011.

<i>(en milliers d'euros)</i>	30-juin-11	30-juin-10
Impôts exigibles	11 279	10 439
Impôts différés	9 177	4 148
Total	20 456	14 586

Les impôts différés actifs/(passifs) par nature de différences temporaires se ventilent comme suit :

(en milliers d'euros)	30.juin.11	31.déc.10
Juste valeur des actifs incorporels	(308 117)	(238 722)
Juste valeur des actifs corporels (*)	(258 307)	(255 140)
Activation du crédit-bail	(30 218)	(26 023)
Différences temporaires	(6 002)	(5 712)
Reports déficitaires	12 367	12 820
Etalement des plus values de cession	1 546	1 620
Avantages au personnel	5 954	5 908
Impôt différé CVAE (**)	(7 494)	(7 694)
Instrument financiers et autres	8 420	21 290
Total	(581 851)	(491 653)

(*) dont 122,1 M€ d'impôt différé lié à la réévaluation des ensembles immobiliers (Cf. 1.8)

(**) impôt différé comptabilisé en application d'IAS 12 sur les actifs corporels et incorporels amortissables des entités françaises soumises à compter du 1^{er} janvier 2010 à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)

L'impôt différé au bilan se présente ainsi :

(en milliers d'euros)	30.juin.11	31.déc.10
Actif	12 367	12 820
Passif	(594 217)	(504 473)
Net	(581 851)	(491 653)

La différence entre le taux théorique d'impôt, soit 34,43 % en 2011, et le taux effectif, tel qu'il apparaît dans le compte de résultat, se présente ainsi :

(en milliers d'euros)	30.juin.11	31.déc.10
taux effectif :	33,69%	31,79%
- Différences permanentes :	-0,50%	2,90%
- Regroupements d'entreprises	5,15%	3,56%
- Incidence du taux réduit :	-0,01%	-0,02%
- Incidence des sociétés mises en équivalence	0,82%	-0,18%
- Autres	0,42%	0,81%
- Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	-5,14%	-4,43%
Taux théorique	34,43%	34,43%

Les impôts différés calculés sur la valorisation en IFRS des incorporels d'exploitation s'élèvent au 30 juin 2011 à 308 117 K€. Ces incorporels d'exploitation ne sont pas destinés à être cédés.

3.20 Engagements et passifs éventuels

Engagements hors bilan

Engagements liés à la dette

Obligations contractuelles (en milliers d'euros)	30.juin.11	31.déc.10
Cautions de contre-garantie sur marchés	0	0
Créances cédées non échues	0	0
Nantissements, hypothèques, suretés réelles	1 073 345	1 011 320
<i>Financement du parc immobilier</i>	301 990	285 228
<i>Emprunts et dettes non immobiliers</i>	292 662	276 147
<i>Crédit-baux immobiliers et mobiliers</i>	478 693	449 945
Avals, cautions et garanties données	5 088	5 088
<i>liés au parc immobilier</i>	4 158	4 158
<i>liés aux emprunts et dettes non immobilier</i>	930	930
<i>liés aux crédit-baux immobiliers et mobiliers</i>		
Autres engagements donnés	0	0
<i>souscription emprunt obligataire</i>		
Total	1 078 433	1 016 408

Engagements liés aux activités opérationnelles du groupe

Engagements liés aux opérations de location

Les engagements de loyers futurs minimaux des immobilisations en location-financement au 30 juin 2011 se détaillent comme suit :

	Paiements minimaux
Moins d'un an	55 763
Plus d'un an et moins de 5 ans	223 051
5 ans et plus	390 339
Total des engagements de loyer	669 152

Les engagements de location simple s'analysent comme suit au 30 juin 2011 :

	Paiements minimaux
Moins d'un an	88 747
Plus d'un an et moins de 5 ans	354 990
5 ans et plus	621 232
Total des engagements de loyer	1 064 969

Le groupe conclut essentiellement des baux fermes d'une durée de 12 ans.

Engagements liés au droit individuel à la formation (DIF)

La loi du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle a mis en place le DIF afin que chaque salarié puisse se constituer un capital de formation qu'il utilisera à sa convenance mais en accord avec son employeur. La capitalisation annuelle minimale est de 20 heures plafonnée à un en-cours global de 120 heures.

Au 30 juin 2011, le DIF ne génère pas de coûts supplémentaires puisque son financement est couvert par les remboursements obtenus au titre de la professionnalisation.

La charge est comptabilisée au fur et à mesure de la consommation des heures.

Engagements liés aux opérations de constructions immobilières

Les encours de constructions immobilières financées par des contrats de location financement et dont la mise en loyer n'a pas débuté au 30 juin 2011 sont à cette date d'environ 29 M€.

Engagements liés au périmètre du groupe consolidé

Au 30 juin 2011, le montant des engagements liés aux autres acquisitions d'établissements, de droits d'exploitation et de charges foncières sous protocole et dont la réalisation était subordonnée à la levée de conditions suspensives s'élevait à 143 M€.

En outre, le Groupe a la possibilité de se titrer sur :

- 51 % du capital de la SA F. Santé et de la SA G. Santé entre le 1^{er} janvier 2014 et 30 juin 2014,
- 51 % du capital du Groupe MEDIBELGE à compter du 1^{er} janvier 2013,
- 30 % du capital de la SA TCP DEV à compter du 11 septembre 2013.

En ce qui concerne la participation de 45 % qu'elle détient dans un ensemble de six établissements de soins via la SARL PCM SANTE, ORPEA et les actuels

actionnaires majoritaires ont échangé, sous réserve de la réalisation d'un certain nombre de conditions suspensives, les engagements suivants pour une possible prise de contrôle à 100 % :

- promesse d'achat consentie par ORPEA jusqu'au 31 mars 2021,
- promesse de vente consentie par les actuels actionnaires majoritaires à compter du 1er avril 2021.

Engagements divers

Le Groupe a reçu la promesse de titre sur un terrain situé en Espagne en garantie d'un prêt de 2,2 M€ accordé par ORPEA SA.

Par ailleurs, en vertu d'un protocole d'accord en date du 20 décembre 2010, la société ELC s'est engagée à céder à ORPEA sa participation résiduelle de 45,57 % qu'elle détient dans la société HOLDING MIEUX VIVRE, sous certaines conditions consenties au bénéfice d'ORPEA.

Passifs éventuels

D'une manière générale, la Direction considère que les provisions constituées au bilan, au titre des litiges connus à ce jour et auxquels le Groupe est partie prenante, devraient être suffisantes pour qu'ils n'affectent pas de manière substantielle la situation financière ou les résultats du Groupe.

3.21 Analyse des actifs et passifs financiers selon la norme IFRS 7

Les actifs et passifs financiers selon la norme IFRS 7 se présentent comme suit :

en milliers d'euros	Catégorie au bilan	Niveau (*)	Valeur au bilan		Juste valeur	
			30-juin-11	31-déc.-10	30-juin-11	31-déc.-10
ACTIFS FINANCIERS DETENUS JUSQU'À ECHEANCE			0	0	0	0
Obligations et titres de créances négociables	Trésorerie et équivalents de Trésorerie					
PRETS ET CREANCES			138 790	147 245	138 790	147 245
Prêts à court terme	Prêt à court terme					
Prêts à long terme	Actifs financiers non courants	2	8 757	9 979	8 757	9 979
Créances sur cession d'actifs	Créances sur cession d'actifs à court terme		23 895	45 966	23 895	45 966
Dépôts et cautionnements	Actifs financiers non courants	2	5 319	4 319	5 319	4 319
Créances clients	Créances clients et comptes rattachés	2	100 819	86 980	100 819	86 980
ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE			87 059	202 625	87 059	202 625
Titres de participation	Actifs financiers non courants					
SICAV et fonds communs de placement	Trésorerie et équivalents de Trésorerie	1	87 059	202 625	87 059	202 625
Autres						
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR			0	0	0	0
Dérivés de taux						
Dérivés de change						
DISPONIBILITES	Trésorerie et équivalents de Trésorerie	1	31 805	73 899	31 805	73 899
ACTIFS FINANCIERS			257 654	423 769	257 654	423 769

(*) Niveau 1: pour les actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif, la juste valeur correspond au prix coté.

(*) Niveau 2: pour les actifs et passifs financiers non cotés sur un marché actif et pour lesquels des données observables de marché existent sur lesquelles le groupe peut s'appuyer pour en évaluer la juste valeur.

(*) Niveau 3: pour les actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif et pour lesquels il n'existe pas de données de marché observables pour en évaluer la juste valeur.

en milliers d'euros	Catégorie au bilan	Niveau (*)	Valeur au bilan		Juste valeur	
			30-juin-11	31-déc.-10	30-juin-11	31-déc.-10
PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR						
			21 115	34 876	21 115	34 876
Dérivés de change	Autres dettes					
Dérivés de taux	Autres dettes	2	21 115	34 876	21 115	34 876
Autres obligations	Autres dettes					
PASSIFS FINANCIERS A COUT AMORTI						
			2 116 030	2 107 584	2 116 030	2 107 584
Obligations convertibles, échangeables, remboursables en actions	Dettes financières à long terme + court terme					
Dettes bancaires	Dettes financières à long terme + court terme	2	1 116 615	1 133 850	1 116 615	1 133 850
Endettement de crédit-bail	Dettes financières à long terme + court terme	2	486 985	458 237	486 985	458 237
Autres dettes	Dettes financières à long terme + court terme	2	380 310	375 786	380 310	375 786
Fournisseurs	Fournisseurs et comptes rattachés	2	132 120	139 711	132 120	139 711
PASSIFS FINANCIERS						
			2 137 145	2 142 460	2 137 145	2 142 460

(*) Niveau 1: pour les actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif, la juste valeur correspond au prix coté.

(*) Niveau 2: pour les actifs et passifs financiers non cotés sur un marché actif et pour lesquels des données observables de marché existent sur lesquelles le groupe peut s'appuyer pour en évaluer la juste valeur.

(*) Niveau 3: pour les actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif et pour lesquels il n'existe pas de données de marché observables pour en évaluer la juste valeur.

3.22 Opérations avec les parties liées

Entreprises associées et coentreprises

Au 30 juin 2011, le Groupe détient 49,4 % du capital de la Société F. Santé au travers de la SARL 96 ainsi que 49 % du capital du groupe MEDIBELGE, 49 % de la SA G. Santé, 70% de la SA TCP DEV et 45 % du capital d'un ensemble de cliniques de moyen séjour au travers de la SARL PCM Santé.

Les avances accordées aux entreprises associées et coentreprises par le groupe ORPEA s'élève à 18 M€ au 30 juin 2011 et concernent TCP DEV.

3.23 Evènements postérieurs à la clôture

Le groupe a poursuivi son développement en France, par l'acquisition de deux résidences pour personnes âgées.

3.24 Périmètre de consolidation au 30 juin 2011

Entreprises Consolidées		Contrôle	Intérêt	Méthode de
Désignation	Groupe	Groupe	consolidation	
ORPEA SA	100,00%	100,00%	Mère	
EURL LES MATINES	100,00%	100,00%	IG	
SAS CLINEA	100,00%	100,00%	IG	
SARL BEL AIR	100,00%	100,00%	IG	
SCI ROUTE DES ECLUSES	100,00%	100,00%	IG	
SCI DES RIVES D'OR	100,00%	100,00%	IG	
SCI ORPEA DU CHÂTEAU NERAC	100,00%	100,00%	IG	
SCI DE LA TOUR DE PUJOLS	100,00%	100,00%	IG	
SCI DES RIVES DE LA CERISAIE	100,00%	100,00%	IG	
SCI DU VAL DE SEINE	100,00%	100,00%	IG	
SCI DU CLISCOUET	100,00%	100,00%	IG	
SCI DES RESIDENCES DE L'AGE D'OR	100,00%	100,00%	IG	
SCI GAMBETTA	100,00%	100,00%	IG	
SCI CROIX ROUSSE	100,00%	100,00%	IG	
SCI LES DORNETS	100,00%	100,00%	IG	
SCI DU CHÂTEAU D'ANGLETERRE	100,00%	100,00%	IG	
SCI MONTCHENOT	100,00%	100,00%	IG	
SCI DU 115 RUE DE LA SANTE	100,00%	100,00%	IG	
SCI L'ABBAYE VIRY	100,00%	100,00%	IG	
SCI LES TAMARIS	100,00%	100,00%	IG	
SCI DU 3 PASSAGE VICTOR MARCHAND	100,00%	100,00%	IG	
SCI FAURIEL	100,00%	100,00%	IG	
SCI DU PORT THUREAU	100,00%	100,00%	IG	
SCI DE L'ABBAYE MOZAC	100,00%	100,00%	IG	
SCI DE LA RUE DES MARAICHERS	100,00%	100,00%	IG	
SCI LE BOSGUERARD	100,00%	100,00%	IG	
SCI LE VALLON	100,00%	100,00%	IG	
SCI BEL AIR	100,00%	100,00%	IG	
SCI BREST LE LYS BLANC	100,00%	100,00%	IG	
SCI SAINTE BRIGITTE	100,00%	100,00%	IG	
SARL AMARMAU	100,00%	100,00%	IG	
SARL VIVREA	100,00%	100,00%	IG	
SARL NIORT 94	100,00%	100,00%	IG	
SCI LES TREILLES	100,00%	100,00%	IG	
SCI LES FAVIERES	100,00%	100,00%	IG	
SA LES CHARMILLES	100,00%	100,00%	IG	
SA BRIGE	100,00%	100,00%	IG	
SRL ORPEA ITALIA	100,00%	100,00%	IG	
SARL 96	100,00%	100,00%	IG	
SARL SPI	100,00%	100,00%	IG	
SARL 95	100,00%	100,00%	IG	
SCI LA TALAUDIÈRE	100,00%	100,00%	IG	
SCI SAINT PRIEST	100,00%	100,00%	IG	
SCI BALBIGNY	100,00%	100,00%	IG	
SCI SAINT JUST	100,00%	100,00%	IG	
SCI CAUX	100,00%	100,00%	IG	
SAS LA SAHARIENNE	100,00%	100,00%	IG	
SCI IBO	100,00%	100,00%	IG	
SARL ORPEA DEV	100,00%	100,00%	IG	
SCI BEAULIEU	100,00%	100,00%	IG	

Entreprises Consolidées Désignation	Contrôle Groupe	Intérêt Groupe	Méthode de consolidation
SCI LES MAGNOLIAS	100,00%	100,00%	IG
SCI COURBEVOIE DE L'ARCHE	100,00%	100,00%	IG
SARL DOMEA	100,00%	100,00%	IG
SAS ORGANIS	100,00%	100,00%	IG
SARL MAISON DE LOUISE	100,00%	100,00%	IG
SARL GESSIMO	100,00%	100,00%	IG
SARL MAISON DE LUCILE	100,00%	100,00%	IG
SARL MAISON DE SALOME	100,00%	100,00%	IG
SARL MAISON DE MATHIS	100,00%	100,00%	IG
SA DOMAINE CHURCHILL	100,00%	100,00%	IG
SA RS DOMAINE CHURCHILL	100,00%	100,00%	IG
SA LONGCHAMP LIBERTAS	100,00%	100,00%	IG
SL TRANSAC CONSULTING CO	100,00%	100,00%	IG
SARL LA VENITIE	100,00%	100,00%	IG
SA CASA MIA IMMOBILIARE	100,00%	100,00%	IG
SARL L'ALLOCHON	100,00%	100,00%	IG
SA CLINIQUE LA METAIRIE	100,00%	100,00%	IG
SCI KOD'S	100,00%	100,00%	IG
SCI BARBACANNE	100,00%	100,00%	IG
SA DOMAINE LONGCHAMP	100,00%	100,00%	IG
SARL LA BRETAGNE	100,00%	100,00%	IG
SCI SAINTES	100,00%	100,00%	IG
SARL ATRIUM	100,00%	100,00%	IG
SCI BARBARAS	100,00%	100,00%	IG
SARL GESTIHOME SENIOR	100,00%	100,00%	IG
SA CALIDAD RESIDENCIAL	100,00%	100,00%	IG
SCI SLIM	100,00%	100,00%	IG
SCI SELIKA	100,00%	100,00%	IG
SARL MAISON DE CHARLOTTE	100,00%	100,00%	IG
SAS RESIDENCE ST LUC	100,00%	100,00%	IG
SARL L'ERMITAGE	100,00%	100,00%	IG
SCI JEM II	100,00%	100,00%	IG
SARL REINE BELLEVUE	100,00%	100,00%	IG
SA ORPEA BELGIUM	100,00%	100,00%	IG
SASU LE VIGE	100,00%	100,00%	IG

Entreprises Consolidées Désignation	Contrôle Groupe	Intérêt Groupe	Méthode de consolidation
SA GERONE CORP	100,00%	100,00%	IG
SL DINMORPEA	100,00%	100,00%	IG
SA CLINIQUE LA LIRONDE	100,00%	100,00%	IG
SAS CLINIQUE CHAMPVERT	100,00%	100,00%	IG
SAS CCR DU LAVARIN	100,00%	100,00%	IG
SCI LES ANES	100,00%	100,00%	IG
SCI SPAGUY	100,00%	100,00%	IG
SCI LA DRONE	100,00%	100,00%	IG
SCI CHÂTEAU DE LA CHARDONNIERE	100,00%	100,00%	IG
SCI LA SALVATE	100,00%	100,00%	IG
SAS MAJA	100,00%	100,00%	IG
SCI DU CAROUX	100,00%	100,00%	IG
CLINEA ITALIA SPA	100,00%	100,00%	IG
SAS LA CLAIRIERE	100,00%	100,00%	IG
SRL CANTON DI MEZZO	100,00%	100,00%	IG
SARL ALTERNATIVE HOSPITALISATION	100,00%	100,00%	IG
SARL RESIDENCE LA CLAIRIERE	100,00%	100,00%	IG
SAS CHAMPVERT	100,00%	100,00%	IG
SA DAVER	100,00%	100,00%	IG
SA BORA	100,00%	100,00%	IG
SA GRAY	100,00%	100,00%	IG
SCI MANUJACQ	100,00%	100,00%	IG
SPRL RESIDENCE PARADIS	100,00%	100,00%	IG
SA JB VAN LINTHOUT	100,00%	100,00%	IG
SA VINTAGE CLASSICS INTERN	100,00%	100,00%	IG
SPA VILLA DI SALUTE	100,00%	100,00%	IG
SARL SOGIMOB	100,00%	100,00%	IG
ASSOC LANGUEDOCIENNE DE GERIATRIE	100,00%	100,00%	IG
SA PREMIER	100,00%	100,00%	IG
SC LES PRATICIENS DU GRAND PRE	100,00%	100,00%	IG
SAS MDR LA CHENERAIE	100,00%	100,00%	IG
SAS RESIDENCE DE LA CHENERAIE	100,00%	100,00%	IG
SCI DU 12 RUE DU FAUVET	100,00%	100,00%	IG
SCI HELIADES SANTE	100,00%	100,00%	IG
SA IMMOBILIERE LEAU	100,00%	100,00%	IG
SARL 97	100,00%	100,00%	IG
SC CARDIOPIERRE	100,00%	100,00%	IG
SARL L'OMBRIERE	100,00%	100,00%	IG
SA RESIDENCE DU GRAND CHEMIN	100,00%	100,00%	IG
SA VILLERS SERVICES	100,00%	100,00%	IG
SA SENIORIE DE L'EPINETTE	100,00%	100,00%	IG
SA RESIDENCE SENIOR'S WESTLAND	100,00%	100,00%	IG
SA SENIOR'S WESTLAND HOLDING	100,00%	100,00%	IG
SARL IDF RESIDENCE RETRAITE LE SOPHORA	100,00%	100,00%	IG
SA EMCEJIDEY	100,00%	100,00%	IG
SCI DOUARNENEZ	100,00%	100,00%	IG
SA MAISON DE RETRAITE PAUL CEZANNE	100,00%	100,00%	IG
SCI SUPER AIX	100,00%	100,00%	IG
SARL MAISON DE RETRAITE LE SEQUOIA	100,00%	100,00%	IG
SARL MAISON D'OMBELINE	100,00%	100,00%	IG
SARL LA RETRAITE DU LEU	100,00%	100,00%	IG
SNC LES JARDINS D'ESCUDIE	100,00%	100,00%	IG

Entreprises Consolidées Désignation	Contrôle Groupe	Intérêt Groupe	Méthode de consolidation
SA RESIDENCE DU MOULIN	100,00%	100,00%	IG
SARL RESIDENCE DU PARC	100,00%	100,00%	IG
SAS CARDEM	100,00%	100,00%	IG
SA ORPEA BELGIUM IMMOBILIER	100,00%	100,00%	IG
SA CARINA	100,00%	100,00%	IG
SA ODE HOLDING	100,00%	100,00%	IG
SA LES AMARANTES	100,00%	100,00%	IG
SA LES AMARANTES MULTI SERVICES	100,00%	100,00%	IG
SA PALACEA	100,00%	100,00%	IG
SA SAINT FRANCOIS	100,00%	100,00%	IG
SA LE THINES	100,00%	100,00%	IG
SA CHÂTEAU DE LA LYS	100,00%	100,00%	IG
AGRICOLA MEDITERRANEA	100,00%	100,00%	IG
SARL FRANCE DOYENNE DE SANTE	100,00%	100,00%	IG
SAS RESIDENCE KLARENE	100,00%	100,00%	IG
SNC BRECHET CFT ET CIE	100,00%	100,00%	IG
SAS RESIDENCE ONDINE	100,00%	100,00%	IG
SAS SFI France	100,00%	100,00%	IG
SAS SYLVINVEST	100,00%	100,00%	IG
SCI LES ORANGERS	100,00%	100,00%	IG
SA CHÂTEAU BEL AIR	100,00%	100,00%	IG
SA CLINIQUE L'EMERAUDE	100,00%	100,00%	IG
SAS HOTEL DE L'ESPERANCE	100,00%	100,00%	IG
SAS CLINIQUE BEAU SITE	100,00%	100,00%	IG
SAS LE CLOS DU ROY	100,00%	100,00%	IG
SCI DU MONT D'AURELLE	100,00%	100,00%	IG
SCI ANSI	100,00%	100,00%	IG
SARL REGINA RENOUVEAU	100,00%	100,00%	IG
SCI BRBT	100,00%	100,00%	IG
SNC MAISON ROSE	100,00%	100,00%	IG
SCI RUE DE LONDRES	100,00%	100,00%	IG
SCI CHÂTEAU DE LOOS	100,00%	100,00%	IG
SCI BERLAIMONT	100,00%	100,00%	IG
SARL MARC AURELLE IMMOBILIER	100,00%	100,00%	IG
SCI DU GRAND PARC	100,00%	100,00%	IG
SCI SEQUOIA	100,00%	100,00%	IG
SAS CLINIQUE MEDICALE LES OLIVIERS	100,00%	100,00%	IG
SARL ST Sulpice	100,00%	100,00%	IG
SA CLINIQUE REGINA	100,00%	100,00%	IG
SARL CLINIQUE DU CHÂTEAU DE LOOS	100,00%	100,00%	IG
SARL LES COURTILS	100,00%	100,00%	IG
SAS LA CHAVANNERIE	100,00%	100,00%	IG
SCI DU JARDIN DES LYS	100,00%	100,00%	IG
SAS DOUCE France SANTE	100,00%	100,00%	IG
SARL RESIDENCE DU PARC DE BELLEJAME	100,00%	100,00%	IG
SCI BELLEJAME	100,00%	100,00%	IG
SARL RESIDENCE DE SAVIGNY	100,00%	100,00%	IG

Entreprises Consolidées Désignation	Contrôle Groupe	Intérêt Groupe	Méthode de consolidation
SARL RESIDENCE LA PUYSAIE	100,00%	100,00%	IG
SAS CHÂTEAU DE VILLENIARD	100,00%	100,00%	IG
SA CLINIQUE DU CABIROL	100,00%	100,00%	IG
SARL RESIDENCE DE L'OASIS	100,00%	100,00%	IG
SARL RESIDENCE RENE LEGROS	100,00%	100,00%	IG
SAS MEX	100,00%	100,00%	IG
SNC MARGAUX PONY	100,00%	100,00%	IG
SNC THAN CO	100,00%	100,00%	IG
SARL LES VERGERS D'ANNA	100,00%	100,00%	IG
SARL DFS IMMOBILIER	100,00%	100,00%	IG
SARL SOGIP	100,00%	100,00%	IG
SARL GUEROULT	100,00%	100,00%	IG
SARL RESIDENCE LES CEDRES	100,00%	100,00%	IG
SA LE VIEUX CHÂTEAU	100,00%	100,00%	IG
SAS CLINIQUE DE L'ISLE - LE MOULIN	100,00%	100,00%	IG
SAS PLACENETTE	100,00%	100,00%	IG
SCI LES CHESNAIES	100,00%	100,00%	IG
SAS AVI GESTION	100,00%	100,00%	IG
SPRL CHANTS D'OISEAUX	100,00%	100,00%	IG
SPRL ARIANE	100,00%	100,00%	IG
SAS ST HONORAT	100,00%	100,00%	IG
SAS HOME LA TOUR	100,00%	100,00%	IG
SARL LES OLIVIERS DE ST LAURENT	90,00%	90,00%	IG
SAS CENTRE GERONTOLOGIQUE DE TREIGNY	100,00%	100,00%	IG
SAS CENTRE GERONTOLOGIQUE	100,00%	100,00%	IG
SA L'HORIZON	100,00%	100,00%	IG
EURL CRF CLINEA LIVRY	100,00%	100,00%	IG
SAS CLINIQUE SAINT JOSEPH	50,00%	50,00%	IG
SARL ADC 09	100,00%	100,00%	IG
SAS CLINIQUE MARIGNY	50,00%	50,00%	IG
SAS SUD OUEST SANTE	50,00%	50,00%	IG
SCI LES OLIVIERS	100,00%	100,00%	IG
SCI PORTES D'AUXERRE WB	100,00%	100,00%	IG
SAS MAISON DE SANTE DE MARIGNY	50,00%	50,00%	IG
SA VERAN	100,00%	100,00%	IG
SA LFB	100,00%	100,00%	IG
SAS MASSILIA GESTION SANTE	100,00%	100,00%	IG
SAS CLINIQUE PARASSY	100,00%	100,00%	IG
SARL PARASSY	100,00%	100,00%	IG
SNC DES PARRANS	100,00%	100,00%	IG
SAS DOMAINE DES FROMENTAUX	100,00%	100,00%	IG
SAS HOLDING MANDRES	100,00%	100,00%	IG
SARL NORMANDY COTTAGE	100,00%	100,00%	IG
SCI NORMANDY COTTAGE	100,00%	100,00%	IG
SCI BARBUSSE	100,00%	100,00%	IG
SAS ABBAYE DES CORDELIERS	100,00%	100,00%	IG
SARL ANCIENNE ABBAYE	100,00%	100,00%	IG
SARL PCM SANTE	100,00%	100,00%	IG
VILLE TURINE AIMONE SPA	100,00%	100,00%	IG
CECOLO ASBL PANHUIS PARK	100,00%	100,00%	IG
LUCIE LAMBERT ROOS DER KONI	100,00%	100,00%	IG

Entreprises Consolidées Désignation	Contrôle Groupe	Intérêt Groupe	Méthode de consolidation
SAS MEDITER	100,00%	100,00%	Mère
SARL CLINIQUE DE SOINS DE SUITE LA SALETTE	100,00%	100,00%	IG
SAS LE CLOS ST SEBASTIEN	100,00%	100,00%	IG
SARL CUXAC	100,00%	100,00%	IG
SAS CLINIQUE DE LA RAVINE	100,00%	100,00%	IG
SAS MAISON DE RETRAITE LA JONCHERE	100,00%	100,00%	IG
SAS CLINIQUE LES BRUYERE BROSVILLE	100,00%	100,00%	IG
SAS SESMAS	100,00%	100,00%	IG
SAS CLINIQUE PSYCHIATRIQUE DE SEINE ST DENIS	100,00%	100,00%	IG
SAS CLINIQUE DU HAUT CLUZEAU	100,00%	100,00%	IG
SAS CLINIQUE DU PARC DE BELLEVILLE	100,00%	100,00%	IG
SAS CLINIQUE DE SOINS DE SUITE DU BOIS GUILLAUME	100,00%	100,00%	IG
SAS CLINIQUE DE SOINS DE SUITE DE BELLOY EN FRANCE	100,00%	100,00%	IG
SA LA PINEDE	100,00%	100,00%	IG
SARL TREVISE	100,00%	100,00%	IG
SCI MEDITER FONCIER	100,00%	100,00%	IG
SAS MEDIPART	100,00%	100,00%	IG
SARL LA PASTORALE	100,00%	100,00%	IG
SAS CA SANTE	100,00%	100,00%	IG
SAS LAS PEYRERES	100,00%	100,00%	IG
SA HOLDING MIEUX VIVRE	50,00%	50,00%	IG
SAS LES PIVOINES	50,00%	50,00%	IG
SAS LE CLOS D'ARNOUVILLE	50,00%	50,00%	IG
SARL LE CLOS ST JACQUES	50,00%	50,00%	IG
SAS LE CLOS DE L'OSERAIE	50,00%	50,00%	IG
SAS RESIDENCE NOTRE DAME	50,00%	50,00%	IG
SA HOTEL DE RETRAITE PERIGORDIN	50,00%	50,00%	IG
SAS LE CLOS D'HEIMSBRUNN	50,00%	50,00%	IG
SAS LES GRANDS PINS	50,00%	50,00%	IG
SAS LES LYS	50,00%	50,00%	IG
SAS LE CLOS D'ARVERT	50,00%	50,00%	IG
SAS BELLEVUE 33	50,00%	50,00%	IG
SAS MELODIE	50,00%	50,00%	IG
SARL ROGNAC RESIDENCE	50,00%	50,00%	IG
SARL LE CLOS DE BEAUVAISIS	50,00%	50,00%	IG
SAS BELLEVUE 95	50,00%	50,00%	IG
SAS CHÂTEAU DE MONS	50,00%	50,00%	IG
SAS LES JARDINS DE ROMILLY	50,00%	50,00%	IG
SARL MAISON ST MICHEL	50,00%	50,00%	IG
SAS CHÂTEAU DE CHAMPLATREUX	50,00%	50,00%	IG
SAS LES TILLEULS	50,00%	50,00%	IG
SARL LE CLOS THIERRY	50,00%	50,00%	IG
SARL LE CLOS PEUPLIERS	50,00%	50,00%	IG
SARL LE CLOS DE L'ILE DE MACE	50,00%	50,00%	IG
SAS LE CLOS D'ETRECHY	50,00%	50,00%	IG
SAS RESIDENCE DE L'ISLE	50,00%	50,00%	IG
SAS SOLEIL D'AUTOMNE	50,00%	50,00%	IG
SARL ARCHE	50,00%	50,00%	IG
SAS MONT GRIFFARD	50,00%	50,00%	IG

3 – ATTESTATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL



Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une descriptions des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Puteaux, le 30 septembre 2011.

Docteur Jean-Claude MARIAN
Président

Yves LE MASNE
Directeur Général

4 – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

BURBAND KLINGER & ASSOCIES
140, RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORE
75008 PARIS

DELOITTE & ASSOCIES
185, AVENUE CHARLES DE GAULLE
92524 NEUILLY SUR SEINE CEDEX

ORPEA SA

Société Anonyme
115, Rue de la Santé 75013 PARIS

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société ORPEA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note du § 1 de l'annexe relative aux principes comptables qui expose les modalités de présentation des comptes semestriels et les nouvelles normes d'application obligatoire.

II – VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 30 septembre 2011

Les Commissaires aux Comptes

BURBAND KLINGER & ASSOCIES

DELOITTE & ASSOCIES

Frédéric BURBAND

Henri LEJETTE

Joël ASSAYAH

II– AUTRES MISES A JOUR DU DOCUMENT DE REFERENCE 2010

MISE A JOUR DU CHAPITRE I « CHIFFRES CLES & INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES »

Les informations financières sélectionnées actualisées sont les suivantes :

	30.06.2011 (examen limité)	30.06.2010 (examen limité)	31.12.2010 (audité)	31.12.2009 (audité)	31.12.2008 (audité)
Chiffre d'Affaires	594,2	469,2	964,2	843,3	702,3
EBITDAR ¹	150,0	112,9	236,1	205,6	169,3
EBIDTA ²	105,6	82,9	172,3	151,4	124,8
EBIT ou Résultat Opérationnel Courant	78,1	62,6	129,8	115,4	94,9
Résultat Opérationnel	90,8	72,3	151,1	134,5	106,9
Coût Endettement Financier	-31,7	-25,3	-52,7	-45,7	-42,7
Impôts	-20,5	-14,6	-30,9	-29,8	-16,1
Résultat Net de l'Ensemble Consolidé	40,1	32,5	66,3	61,2	48,4
Résultat Net Part du Groupe	40,3	32,5	66,3	61,1	48,4

1/ EBITDAR courant = EBE avant loyers, inclut les provisions rattachées aux postes "charges externes" et "charges de personnel"

2/ EBITDA courant = EBE courant, inclut les provisions rattachées aux postes "charges externes" et "charges de personnel"

	30.06.2011 (examen limité)	30.06.2010 (examen limité)	31.12.2010 (audité)	31.12.2009 (audité)	31.12.2008 (audité)
Marge Brute d'Autofinancement	93,2	78,9	137,2	107,8	113,3
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	66,3	44,1	135,6	127,0	100,2
Flux nets d'investissements	-198,4	-160,3	-296,7	-258,2	-375,1
Flux de financement nets	-25,6	30,0	302,3	213,0	273,6
Variation de Trésorerie	-157,7	-86,3	141,2	81,7	-1,3
Trésorerie & Equivalents, clôture	118,9	49,1	276,5	135,4	53,7

	30.06.2011 (examen limité)	30.06.2010 (examen limité)	31.12.2010 (audité)	31.12.2009 (audité)	31.12.2008 (audité)
Capitaux Propres	935	658	895	642	541
Passifs Financiers Non Courants	1 488	1 261	1 459	1 180	1 034
Passifs Financiers Courants	496	315	509	340	250
-Trésorerie & Equivalents Trésorerie	-119	-49	-277	-135	-54
Endettement Financier Net	1 865	1 527	1 691	1 385	1 230
Ecarts d'Acquisition	314	210	431	204	179
Actifs Incorporels	1 063	799	835	775	610
Actifs Corporels	2 016	1 755	1 910	1 662	1 479
TOTAL BILAN	4 008	3 110	3 880	3 061	2 572

Chiffre d'Affaires Trimestriel, par zone géographique (non audité)	30.09.2011 3 ^T	30.09.2010 3 ^T	Δ	30.09.2011 9 mois	30.09.2010 9 mois	Δ
France	274,3	214,9	+27,6%	800,0	628,1	+27,4%
Belgique	17,4	14,8	+17,6%	51,1	41,7	+22,5%
Espagne	7,8	7,7	+1,3%	23,0	22,4	+2,7%
Italie	8,2	4,4	+86,4%	20,0	13,1	+52,7%
Suisse	4,0	2,6	+53,8%	11,8	8,3	+42,2%
Total International	37,4	29,5	+26,6%	105,9	85,5	+23,8%
Total	311,7	244,4	+27,5%	905,9	713,6	+26,9%

Répartition des lits au sein du Groupe par zone géographique et par nature (opérationnelle ou en construction/restructuration) au 31 octobre 2011

	TOTAL	France	Espagne	Belgique	Italie	Suisse
Lits en exploitation	30 658	23 808	2 938	2 980	857	75
<i>Dont lits en restructuration</i>	<i>3 461</i>	<i>2 771</i>	<i>0</i>	<i>650</i>	<i>40</i>	<i>0</i>
Lits en construction	6 056	4 782	0	819	365	90
Nombre total de lits	36 714	28 590	2 938	3 799	1 222	165
Nombre de sites	394	322	22	36	12	2

MISE A JOUR DU CHAPITRE II RELATIF A LA PRESENTATION DU GROUPE

§ « 1.10 – Capital social » et « 1.12 – Tableau d'évolution du capital »

Depuis le 30 juin 2011, suite à l'exercice d'options de souscription d'actions et à l'exercice de BSAAR provenant de l'émission d'OBSAAR en 2009, 45 438 actions nouvelles de 1,25 € de valeur nominale chacune ont été émises. En conséquence, le capital social a été porté de 52 940 993,75 € à 52 997 791,25 €.

A la date de la présente Actualisation, le capital social s'élève donc à 52 997 791,25 €, divisé en 42 398 233 actions.

Nombre de titres composant le capital en circulation	42 398 233
– Nombre total de droits de vote bruts.....	57 292 056
– Nombre de titres privés du droit de vote	18 783
– Nombre total de droits de vote exerçables.....	57 273 273

Les § 1.10 et 1.12 sont en conséquence modifiés comme suit :

1.10 – CAPITAL SOCIAL

A la date de la présente Actualisation, le capital social de la Société est de 52 997 791,25 €, divisé en 42 398 233 actions de 1,25 € de nominal, entièrement libérées et de même catégorie, dont 18 783 actions détenues par ORPEA.

1.12 -TABLEAU D'EVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL

Date	Opérations	Nominal action	Montant nominal l'opération	Prime	Nombre d'actions créées	Nombre total d'actions	Capital après opération
16/04/02	Emission en numéraire	2,5	3 906 250	16 093 750	1 562 500	17 930 772	44 826 930 €
2004	levée de souscription d'actions	2,5	505 385		202 154		45 332 315 €
2005	levée de souscription d'actions	2,5	227 527		91 011		45 559 842 €
2006	levée de souscription d'actions	2,5	126 055		50 422	18 274 359	45 685 897 €
2007	levée de souscription d'actions	2,5	204 5950		81 838	18 356 197	45 890 492 €
31/07/07	Division par 2 de la valeur nominale	1,25				36 712 394	45 890 492 €
Au 31 mars 2008	levée de souscription d'actions	1,25	162 350	138 295	129 880	36 842 274	46 052 842 €
Au 31 décembre 2008	levée de souscription d'actions	1,25	75 622,50	42 079	60 498	36 902 772	46 128 465 €
Au 3 juillet 2009	levée de souscription d'actions	1,25	14 550		11 640	36 914 412	46 143 015 €
Au 13 octobre 2009	levée de souscription d'actions	1,25	8 000		6 400	36 920 812	46 151 015 €
Au 20 octobre 2009	Emission en numéraire	1,25	2 400 000	60 000 000	1 920 000	38 840 812	48 551 015 €
Au 31 décembre 2009	levée de souscription d'actions	1,25	7 950		6 360	38 847 172	48 558 965 €
Au 14 septembre 2010	levée de souscription d'actions	1,25	5 875		4 700	38 851 872	48 564 840 €
Au 31 décembre 2010	Apport en nature effectué par les sociétés Neo-Gema et Société de Participation Française	1,25	4 376 155	109 403 846	3 500 923	42 352 795	52 940 993 €
Au 17 octobre 2011	levée de souscription d'actions	1,25	22 950	85 282,20	18 360	42 371 155	52 963 943,75 €
Au 17 octobre 2011	Exercice de BSAAR	1,25	33 826,50	991 785,65	27 061	42 398 216	52 997 770 €
Au 9 novembre 2011	Exercice de BSAAR	1,25	21,25	623,05	17	42 398 233	52 997 791,25 €

MISE A JOUR DU CHAPITRE II

§ «1.11 – Délégations consenties par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration »

L'Assemblée générale mixte du 30 juin 2011 a renouvelé les délégations financières consenties au Conseil d'Administration.

En conséquence le § 1.11, intitulé « délégations consenties par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration » est modifié comme suit :

1.11 – DELEGATIONS CONSENTIES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le tableau ci-dessous récapitule les délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires du 30 juin 2011 au conseil d'administration en matière d'augmentations de capital ainsi que l'utilisation qui en a été faite. Le texte intégral de ces résolutions peut être consulté en ligne sur le site du Bulletin des annonces légales obligatoires.

Les montants des délégations consenties au Conseil d'Administration prévus par les résolutions 14 à 24 s'imputent sur les montants du plafond global fixés à la 25^{ème} résolution (ci-après le « Plafond Global »), soit

- montant nominal maximum des augmentations de capital : 30 000 000 €
- montant nominal maximum des titres de créances : 350 000 000 €.

Les montants des délégations consenties au Conseil d'Administration au titre des résolutions 26 et 27 sont autonomes et distincts.

Nature des autorisations	Durée de validité	Utilisation au cours de l'exercice
14 ^{ème} résolution – Emissions, avec maintien du DPS , d'actions de la société et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital (articles L. 225-132 et L. 228-91 du Code de commerce). – Montant nominal global des augmentations de capital : 30 000 000 € – Montant nominal maximal des titres de créances : 250 000 000 € Montants s'imputant sur les montants du Plafond Global fixé par la 25 ^{ème} résolution	26 mois	
15 ^{ème} résolution – Emission, avec suppression du DPS , d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, par offre au public (article L. 225-136 1° du Code de commerce). – Montant nominal global des augmentations de capital : 30 000 000 € – Montant nominal maximal des titres de créances : 200 000 000 € Montants s'imputant sur les montants du Plafond Global fixé par la 25 ^{ème} résolution	26 mois	
16 ^{ème} résolution – Emission, avec suppression du DPS , d'actions de la Société et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital par placements privés visés au II de l'article L. 411-2 du Code Monétaire et Financier (article L. 225-136 3° du Code de commerce). Emission Jusqu'à 10 % du capital : prix fixé librement par le Conseil	26 mois	

<p>d'Administration dans les limites fixées par la 17^{ème} résolution : soit la moyenne pondérée des cours de l'action de la Société le jour précédant la fixation du prix de l'émission, soit la moyenne pondérée des cours de l'action choisis parmi tout ou partie des soixante dernières séances de bourse précédant la fixation du prix de l'émission, dans les deux cas, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 12%.</p> <p>Emission supérieure à 10 % et jusqu'à 20 % : prix fixé conformément aux dispositions légales, soit le cours moyen pondéré avec une décote maximale de 5%.</p> <p>– <i>Montant nominal global des augmentations de capital : 30 000 000 €</i> <i>Montant s'imputant sur le plafond prévu dans la 15^{ème} résolution</i></p> <p>– <i>Montant nominal maximal des titres de créances : 200 000 000 €</i> Montants s'imputant sur le montant du Plafond Global fixé par la 25^{ème} résolution</p>		
<p><u>17^{ème} résolution</u> – Emission de valeurs mobilières dans le cadre des 15^{ème} et 16^{ème} résolutions, en fixant librement le prix d'émission, dans la limite de 10 % du capital par an (article L. 225-136 1° du Code de commerce).</p> <p>Prix : soit la moyenne pondérée des cours de l'action de la Société le jour précédant la fixation du prix de l'émission, soit la moyenne pondérée des cours de l'action choisis parmi tout ou partie des soixante dernières séances de bourse précédant la fixation du prix de l'émission, dans les deux cas, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 12%.</p> <p>Montant s'imputant sur le plafond prévu dans la 15^{ème} ou 16^{ème} résolution</p>	26 mois	
<p><u>18^{ème} résolution</u> – Délégation à l'effet de procéder à l'augmentation du capital social, dans la limite de 10 % en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société, constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières diverses (article L. 225-147 du Code de commerce).</p> <p>Montant s'imputant sur le plafond prévu dans la 15^{ème} résolution</p>	26 mois	
<p><u>19^{ème} résolution</u> – Emission de titres financiers et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital en cas d'offre publique d'échange initiée par la Société (article L. 225-148 du Code de commerce).</p> <p><i>Montant nominal maximum : 20 000 000 €</i> Montant s'imputant sur les montants du Plafond Global fixé par la 25^{ème} résolution</p>	26 mois	
<p><u>20^{ème} résolution</u> – Augmentation du nombre de titres à émettre en cas d'émission avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires (article L. 225-135-1 et du Code de commerce).</p> <p>– dans la limite de 15 % de l'émission initiale – au même prix que l'émission initiale</p> <p>Montant s'imputant sur chacune des émissions décidées en application des 14^{ème}, 15^{ème}, 16^{ème} et 17^{ème} résolution</p>	26 mois	
<p><u>21^{ème} résolution</u> – Emission de valeurs mobilières donnant accès au capital social avec suppression du DPS au profit d'une catégorie de personnes assurant la prise ferme de titres de capital de la société (article L. 225-138 I du Code de commerce). Cette résolution vise l'éventuelle mise en œuvre d'un programme d'augmentation de capital par exercice d'options (PACEO) au moyen de l'émission de bons d'émissions d'actions au profit d'intermédiaires financiers.</p> <p><i>Montant nominal maximum : 3 750 000 €</i> <i>Prix unitaire des BEA fixé à 0,01 €</i> Montant s'imputant sur les montants du Plafond Global fixé par la 25^{ème} résolution</p>	18 mois	
<p><u>22^{ème} résolution</u> – Emission de titres de capital réservée aux adhérents d'un PEE (articles L. 225-138-1 du Code de commerce et L. 3332-1 et suivants du Code du travail).</p>	26 mois	

<i>Montant nominal maximum : 400 000 €</i>		
Montant s'imputant sur les montants du Plafond Global fixé par la 25 ^{ème} résolution		
<u>23^{ème} résolution</u> – Attribution gratuite d'actions aux mandataires sociaux et salariés (articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce). <i>Nombre total d'actions pouvant être attribuées : 300 000 actions</i>	38 mois	
Montant s'imputant sur les montants du Plafond Global fixé par la 25 ^{ème} résolution		
<u>24^{ème} résolution</u> – Options de souscription et/ou d'achat d'actions aux mandataires sociaux et salariés (articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce). <i>Nombre total d'actions pouvant être acquises : 300 000 actions</i>	38 mois	
Montant s'imputant sur les montants du Plafond Global fixé par la 25 ^{ème} résolution		
<u>25^{ème} résolution</u> – Plafond Global des augmentations de capital. – <i>montant nominal maximum : 30 000 000 €</i> – <i>montant nominal maximal des titres de créances : 350 000 000 €</i>		
<u>26^{ème} résolution</u> – Augmentation de capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres (article L. 225-130 du Code de commerce). Montant nominal maximal: 30 000 000 €	26 mois	
<u>27^{ème} résolution</u> – Emission de valeurs mobilières donnant droit à attribution de titres de créances et ne donnant pas lieu à augmentation de capital. <i>Montant nominal maximal : 300 000 000 €</i>	26 mois	

► INSTRUMENTS FINANCIERS DONNANT ACCES AU CAPITAL

■ Options de souscription d'actions

Pour mémoire, au 31 décembre 2010, il restait 18 360 options de souscription d'actions non exercées.

Chaque option permettait jusqu'au 30 septembre 2011 de souscrire 1 action au prix de 5,89 €.

A la date de la présente Actualisation du Document de Référence, les 18 360 options ayant été exercées, il n'existe plus d'options de souscription de la Société.

■ Bons de Souscription et/ou d'Acquisition d'actions Remboursables ("BSAAR")

Les BSAAR ont été émis dans le cadre de l'émission d'OBSAAR (Obligations à Bons de Souscription et/ou d'Acquisition d'actions Remboursables) réalisée le 14 août 2009. Leurs modalités figurent dans le prospectus ayant reçu de l'AMF le visa n° 09-225 le 15 juillet 2009.

Pour mémoire, au 31 décembre 2010, il restait 1 190 787 BSAAR en circulation

Chaque BSAAR permet du 14 août 2011 au 14 août 2015 de souscrire 1 action au prix unitaire de 37,90 €.

Au 30 juin 2011, il restait 1 190 787 BSAAR en circulation

A la date de la présente Actualisation du Document de Référence, il reste 1 163 709 BSAAR en circulation, 27 078 BSAAR ayant été exercés.

Sur la base du capital social à la date de la présente Actualisation du Document de Référence], l'effet dilutif potentiel des BSAAR restant en circulation est de 2,74 %

■ Obligations à option de Conversion et/ou d'Echange en Actions ordinaires Nouvelles ou Existantes ("OCEANE")

La Société a émis au pair le 15 décembre 2010, 4 069 635 OCEANE de 44,23 € de valeur nominale unitaire, portant intérêt au taux annuel de 3,875 % et remboursables au pair le 1er janvier 2016. Leurs modalités figurent dans le prospectus ayant reçu de l'AMF le visa n° 10-429 le 7 décembre 2010.

A la date d'émission le ratio d'attribution d'actions était de 1 action de 1,25 € de valeur nominale pour 1 OCEANE

Suite à la distribution d'un dividende de 0.23 € par action intervenue le 12 septembre 2011, par décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires du 30 juin 2011, le ratio d'attribution d'actions a été ajusté conformément aux modalités des OCEANE à 1,008 action de 1,25 € de valeur nominale pour 1 OCEANE.

A la date de la présente Actualisation du Document de Référence, il reste 4 069 635 OCEANE en circulation.

Sur la base du capital social à la date de la présente Actualisation du Document de Référence, l'effet dilutif potentiel des OCEANE en circulation est de 9,68 %, compte tenu du nouveau ratio d'attribution d'actions.

MISE A JOUR DU CHAPITRE II

§ « Article 1.13 – Actionnariat de la société »

1.13 – ACTIONNARIAT DE LA SOCIETE

Actionnariat d'ORPEA au 9 novembre 2011

Actionnaires	Nbre d'actions	% du capital	Nbre droits vote	% du droit de vote
<i>JC MARIAN</i>	<i>9 811 846</i>	<i>23,14%</i>	<i>19 623 692</i>	<i>34,26%</i>
<i>Famille MARIAN</i>	<i>532 505</i>	<i>1,26%</i>	<i>958 137</i>	<i>1,67%</i>
Groupe familial MARIAN	10 344 351	24,40%	20 581 829	35,94%
SEMPRE	4 040 924	9,53%	7 960 300	13,90%
NEOGEMA	3 479 026	8,21%	3 479 026	6,07%
FFP	2 550 204	6,02%	2 550 204	4,45%
Autodétention	18 783	0,04%		
Public	21 964 945	51,81%	22 701 914	39,64%
Total	42 398 233	100,00%	57 273 273	100,00%

Le 28 juillet 2011, Monsieur Jean-Claude MARIAN a déclaré avoir franchi à la baisse le seuil de 25 % du capital social de la société ORPEA, à la suite de la cession hors marché au profit de la société Foncière, Financière et de Participations (FFP) de 1 695 000 actions ORPEA. En parallèle, et à la même date, FFP a déclaré avoir franchi à la hausse le seuil légal de 5 % du capital social de la société ORPEA.

MISE A JOUR DU CHAPITRE II

§ « Article 1.13.6 – Dividendes »

Suite à la distribution de dividendes décidée par l'assemblée générale mixte du 30 juin 2011, le tableau figurant au § 1.13.6 relatif aux dividendes est modifié comme suit :

1.13.6 – Dividendes

Le tableau ci-dessous reprend, depuis 2007, le montant du dividende par action mis en distribution, ainsi que le régime fiscal qui lui est applicable :

Exercice	Dividende net à l'encaissement (€)	Revenu distribué ouvrant droit à abattement de 40 % (€)	Revenu distribué n'ouvrant pas droit à abattement de 40 % (€)	Total (€)
2007	Néant			
2008	0,10	0,10	Néant	0,10
2009	0,15	0,15	Néant	0,15
2010	0,23	0,23	Néant	0,23

DESCRIPTIF DU PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS PROPRES ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLEE GENERALE DU 30 JUIN 2011

1) Titres concernés : actions ordinaires

2) Objectifs du Programme de rachat

Dans le cadre du programme de rachat d'actions, les achats seront effectués en vue de :

a) d'animer le marché ou la liquidité de l'action par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;

b) d'utiliser tout ou partie des actions acquises pour les attribuer aux salariés et/ou aux mandataires sociaux de la Société et/ou des sociétés du groupe, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, de l'attribution d'options d'achat ou de souscription d'actions, de l'attribution gratuite d'actions ou de la cession d'actions à leurs profits ;

c) de remettre ses actions lors de l'exercice de droits attachés à des titres donnant droit par conversion, exercice, remboursement ou échange ou de toute autre manière à l'attribution des actions de la Société, dans le cadre de la réglementation boursière ;

d) de les annuler par réduction du capital dans les conditions prévues par le Code de commerce, et conformément à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2011 dans sa 13^{ème} résolution ;

e) d'utiliser tout ou partie des actions acquises pour conservation et remise ultérieure à l'échange, ou en paiement dans le cadre d'opération éventuelle de croissance externe ou toute autre opération qui viendrait à être autorisée par la réglementation en vigueur ; ou

f) la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise par la loi ou par l'Autorité des marchés financiers.

Les actions achetées et conservées par ORPEA seront privées de leurs droits de vote et ne donneront pas droit au paiement du dividende.

3) Part maximale du capital, nombre maximal et caractéristiques des titres, et prix maximum d'achat

- Part maximale du capital dont le rachat est autorisé : 10 % du capital de la Société (soit 4 235 279 actions), étant précisé que cette limite s'apprécie à la date des rachats afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme. Le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de cette limite correspondant au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée du programme dans le cadre de l'objectif de liquidité.

- Prix maximum d'achat : 50 €

- Montant global maximal affecté au programme : 211 763 950 €

– Modalités des rachats : les achats, cessions, transfert, échanges pourront être réalisés par tous moyens sur le marché ou de gré à gré, y compris par opérations sur blocs de titres ou utilisation de produits dérivés, étant précisé que la résolution proposée au vote des actionnaires ne limite pas la part du programme pouvant être réalisée par achat de blocs de titres.

4) Durée du programme de rachat

Ce programme de rachat pourra être mis en œuvre pendant une période de 18 mois à compter de l'assemblée générale mixte du 30 juin 2011.

MISE A JOUR DU CHAPITRE II

« Article 2.1.1 – Le Conseil d'Administration »

L'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2011, dans sa 29ème résolution, a décidé, conformément à l'article 12 du Code AFEP MEDEF, de réduire la durée des mandats d'administrateurs à 4 ans et d'organiser un échelonnement permettant d'éviter un renouvellement en bloc.

L'Assemblée Générale Mixte a ainsi renouvelé les mandats du Dr Jean-Claude MARIAN et de Monsieur Yves LE MASNE pour une durée de 4 ans, de Mademoiselle Brigitte MICHEL et Monsieur Alexandre MALBASA pour une durée de 2 ans ; et nommé, pour une durée de 3 ans, Monsieur Jean-Patrick FORTLACROIX.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 17 octobre 2011 a nommé deux nouveaux administrateurs : la société Foncière, Financière et de Participations (FFP), dont le représentant permanent est Monsieur Thierry MABILLE de PONCHEVILLE, et la société NEO-GEMA dont le représentant permanent est Monsieur Philippe AUSTRUY, pour une durée de 4 ans.

Le Conseil d'Administration, qui s'est réuni à l'issue de ladite assemblée générale, a décidé le principe de l'adoption d'un Règlement Intérieur comme axe d'amélioration de la gouvernance de la Société, ainsi que le principe de la mise en place du Comité d'Audit et du Comité de nominations et de rémunérations. Le texte définitif du Règlement Intérieur ainsi que la composition des ces comités seront définitivement arrêtés lors d'un Conseil d'administration qui doit se tenir dans un délai maximum de deux mois à compter de ladite assemblée.

En conséquence, le § 2.1.1 est modifié comme suit :

2.1.1 – Le Conseil d'administration

Les statuts disposent que le Conseil d'Administration comprend entre 3 membres et 18 membres dont la durée de fonctions est de 4 années. Chaque Administrateur doit être propriétaire d'au moins une action inscrite au nominatif.

► Composition du Conseil d'administration

La Société est administrée par un Conseil d'Administration actuellement composé de 7 membres.

Prénom – Nom	Age	Echéance du mandat	Nombre d'actions ORPEA détenues
Docteur Jean-Claude MARIAN	72 ans	AGO 2015	9 811 846
Yves LE MASNE	49 ans	AGO 2015	26 930
Brigitte MICHEL	53 ans	AGO 2013	50 008
Alexandre MALBASA	52 ans	AGO 2013	2
Jean-Patrick FORTLACROIX	53 ans	AGO 2014	100
FFP représentée par Thierry MABILLE de PONCHEVILLE	56 ans	AGO 2015	2 550 204
NEO GEMA représentée par Philippe AUSTRUY	62 ans	AGO 2015	3 479 026

AUTRES MISES A JOUR

Principaux agrégats financiers consolidés du Groupe MEDITER (sous-groupe MEDITER et sous-groupe MIEUX VIVRE) au 31 décembre 2010 :

En K€	Sous-groupe MEDITER	Sous-groupe MIEUX VIVRE
Chiffre d'affaires	75 747	57 764
Résultat opérationnel courant	1 738	-550
Résultat opérationnel	2 543	-2 152
Résultat avant impôt	1 183	-7 291
Résultat net	-1 064	-4 946

Ces données consolidées n'ont pas été auditées par les Commissaires aux Comptes du Groupe ORPEA.

Les principaux agrégats financiers du groupe MEDITER pour le 1er semestre de l'exercice 2011 sont indiqués page 9 de ce document.

Evolutions récentes et perspectives

Depuis mars 2011, ORPEA a activement poursuivi sa stratégie de développement sélectif avec des acquisitions et des autorisations correspondant à 3 014 nouveaux lits.

Ces développements ont été réalisés dans un environnement marqué par un grand nombre d'opportunités et des conditions d'acquisitions particulièrement favorables.

Ces 3 014 lits, correspondant à une trentaine de nouveaux établissements et à des extensions d'établissements existants, se répartissent comme suit :

- 2 028 lits ouverts ;
- 539 lits à restructurer ;
- 447 lits à construire.

En France, les 1 576 nouveaux lits concernent tous les segments du secteur de la Dépendance (EHPAD, Cliniques de Soins de Suite et Cliniques psychiatriques). Ces développements ont été réalisés :

- o majoritairement par des acquisitions, qui respectent parfaitement les critères historiques du Groupe : localisations stratégiques et complémentaires avec le réseau actuel, conjuguées à un important potentiel de croissance et de rentabilité à moyen terme ;
- o et par quelques nouvelles autorisations, dont principalement la création d'un EHPAD de 90 lits, situé avenue Mozart dans le 16^{ème} arrondissement de Paris, qui devrait ouvrir fin 2013.

A l'international, le Groupe a également poursuivi sa politique d'expansion dans ses pays d'implantations.

En Espagne, ORPEA acquiert un groupe de 6 établissements récents (incluant l'immobilier), représentant 1 162 lits, tous situés au cœur de Madrid ou en périphérie proche. Cette acquisition représente une opportunité unique, tant en termes de qualité des actifs (80% de chambres

particulières) que de prix, dans un pays où les besoins de prise en charge sont conséquents et le secteur privé encore fragmenté. Le Groupe atteint ainsi en Espagne la taille critique avec près de 3 000 lits, constituant un réseau d'établissements modernes et bien situés, dans lesquels ses procédures Qualité et ses principes de gestion sont développés.

En Belgique, le Groupe renforce son positionnement d'acteur majeur par l'acquisition de 276 lits, poursuivant ainsi son développement aussi bien en Wallonie qu'en Flandre.

L'ensemble de ces 3 014 lits représenteront un **chiffre d'affaires d'environ 100 M€**, à terme, une fois l'ensemble des lits ouverts, restructurés et à vitesse de croisière.

Au 31 octobre 2011, ORPEA se positionne désormais comme le leader européen de la prise en charge de la Dépendance, avec **36 714 lits répartis sur 394 établissements**, se décomposant comme suit :

	TOTAL	France	Espagne	Belgique	Italie	Suisse
Lits en exploitation	30 658	23 808	2 938	2 980	857	75
<i>Dont lits en restructuration</i>	<i>3 461</i>	<i>2 771</i>	<i>0</i>	<i>650</i>	<i>40</i>	<i>0</i>
Lits en construction	6 056	4 782	0	819	365	90
Nombre total de lits	36 714	28 590	2 938	3 799	1 222	165
Nombre de sites	394	322	22	36	12	2

Perspectives

Après une progression de son chiffre d'affaires de +37% sur les 2 dernières années (2008 – 2010), ORPEA accélère encore sa dynamique avec une croissance de +48% sur les années 2010 – 2012. Grâce à son réservoir de croissance unique, composé, de 9 517 lits à rénover ou à construire, ORPEA s'est fixé pour objectif d'atteindre un chiffre d'affaires de 1 425 M€ en 2012. Cette performance s'accompagnera toujours d'une rentabilité solide et d'une progression des cash-flows.

Partenariat avec Cofinimmo

Par ailleurs, ORPEA a conclu un partenariat stratégique avec la société Cofinimmo, acteur majeur de l'immobilier de santé en France et en Belgique.

Ce partenariat prévoit que les parties institueront au fil du temps des « joint-ventures » dont l'objet consistera en l'acquisition, la détention et la location d'actifs qui seront exploités par ORPEA (maisons de retraite, cliniques de moyen séjour et de psychiatrie).

La location des actifs détenus par la « joint venture » donnera lieu à un loyer indexé annuellement et sera régie par la signature d'un bail commercial de type triple net d'une durée ferme initiale de 12 ans. Les prix d'acquisition et les loyers seront déterminés actif par actif au fur et à mesure de la mise en œuvre du partenariat.

Cofinimmo détiendra 51% du capital social de chaque « joint venture » et l'OPCI du groupe ORPEA détiendra le solde, soit 49% de chaque « joint venture ».

Les deux partenaires visent à atteindre une taille globale de 500 M€ d'actifs à horizon de 5 ans. Les investissements concerneront principalement les développements à venir du groupe ORPEA.

Lignes de crédit autorisées non utilisées portées à 150 M€

ORPEA a mis en place de nouvelles lignes de crédit bilatérales et dispose, à ce jour, de lignes de crédit autorisées et non utilisées d'un montant de 150 M€ afin de poursuivre son développement par des acquisitions ciblées.

MISE A JOUR DU CHAPITRE X

« Documents accessibles au public »

Depuis le dépôt du Document de Référence 2010, soit le 8 juin 2011, ORPEA a publié et mis à disposition du public les informations suivantes :

Publications effectuées sur le site de l'AMF

Publiées sur le site de l'Autorité des marchés financiers (www.amf-france.org)

Dates de publication	Natures des documents
29/07/2011	Franchissement de seuil
29/07/2011	Déclaration des Dirigeants
28/07/2011	Franchissement de seuil
08/06/2011	Document de référence 2010

Publications effectuées au BALO

Publiées sur le site du Journal Officiel (www.journal-officiel.gouv.fr)

Dates de publication	Natures des documents
28/09/2011	Avis de convocation à l'AGO du 17 octobre 2011
12/09/2011	Avis de réunion à l'AGO du 17 octobre 2011
22/07/2011	Comptes définitifs de l'exercice 2010
15/06/2011	Avis de convocation à l'AGM du 30 juin 2011

Publications effectuées sur le site de la Société

Publiées sur le site d'ORPEA (www.orpea.com)

Date de publication	Rubrique	Nature des documents
09/11/2011	Communiqué	Forte croissance du chiffre d'affaires au T3 2011
04/11/2011	Communiqué	Nombre d'actions et de droits de vote au 31 octobre 2011
11/10/2011	Communiqué	Nombre d'actions et de droits de vote au 30 septembre 2011
06/10/2011	Documentation	Rapport financier semestriel 2011
28/09/2011	Communiqué	Ajustement du ratio d'attribution d'actions des OCEANE
26/09/2011	Communiqué	Mise à disposition des documents préparatoires à AGO du 17 octobre
23/09/2011	Documentation	Avis de convocation à l'AGO du 17 octobre 2011
23/09/2011	Documentation	Brochure de convocation à l'AGO du 17 octobre 2011

23/09/2011	Documentation	Nombre d'actions et de droits de vote au 23 septembre 2011
14/09/2011	Documentation	Présentation des résultats semestriels 2011
14/09/2011	Communiqué	Fortes croissances des résultats semestriels 2011
12/09/2011	Documentation	Avis de réunion à l'AGO du 17 octobre 2011
06/09/2011	Communiqué	Nombre d'actions et de droits de vote au 31 août 2011
03/08/2011	Communiqué	Modification du contrat de liquidité
01/08/2011	Communiqué	Nombre d'actions et de droits de vote au 29 juillet 2011
26/07/2011	Communiqué	FFP prend 6 % du capital de la société ORPEA pour 88 M€
19/07/2011	Communiqué	Croissance très soutenue du CA S1 2011 : + 26,6% à 594,2 M€
12/07/2011	Communiqué	Bilan semestriel du contrat de liquidité
12/07/2011	Communiqué	Nombre d'actions et de droits de vote au 30 juin 2011
23/06/2011	Communiqué	Modalités de mise à disposition des documents préparatoires à l'AG
15/06/2011	Documentation	Avis de convocation AGM du 30 juin 2011
15/06/2011	Documentation	Brochure de convocation AGM du 30 juin 2011
15/06/2011	Documentation	Nombre d'actions et de droits de vote
09/06/2011	Communiqué	Mise à disposition du Document de Référence
08/06/2011	Documentation	Document de référence 2010

Publications effectuées sur le wire agréé par l'AMF

Publiées sur le wire (www.businesswire.fr/portal/site/fr/)

Dates de publication	Nature des documents
09/11/2011	Fortes croissances du chiffre d'affaires au T3 2011
04/11/2011	Information mensuelle relative au nombre total de droits de vote et d'actions composant le capital social
11/10/2011	Information mensuelle relative au nombre total de droits de vote et d'actions composant le capital social
06/10/2011	Communiqué de mise à disposition du rapport financier semestriel au 30 juin 2011
06/10/2011	Rapport financier semestriel
28/09/2011	Ajustement du Ratio d'Attribution d'Actions des obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes
26/09/2011	Assemblée générale ordinaire du lundi 17 octobre 2011
14/09/2011	S1 2011 : forte hausse des résultats
06/09/2011	Information mensuelle relative au nombre total de droits de vote et d'actions composant le capital social
03/08/2011	Modification du contrat de liquidité contracté avec la société de bourse Gilbert Dupont
01/08/2011	Information mensuelle relative au nombre total de droits de vote et d'actions composant le capital social
26/07/2011	FFP prend 6 % du capital de la société ORPEA pour 88 M€
19/07/2011	Croissance très soutenue de l'activité au 1er semestre
12/07/2011	Bilan semestriel du contrat de liquidité contracté avec la société de bourse Gilbert Dupont
12/07/2011	Information mensuelle relative au nombre total de droits de vote et d'actions composant le capital social

23/06/2011	Assemblée générale mixte du vendredi 30 juin 2011 – modalités de mise à disposition ou de consultation des documents préparatoires
09/06/2011	Mise à disposition du Document de Référence 2010

Principaux communiqués de presse publiés depuis le dépôt du Document de Référence et du rapport financier semestriel

► Communiqué du 9 novembre 2011 :

**CA T3 EN FORTE CROISSANCE : +27,5% À 312 M€ – SOLIDE PROGRESSION DU CA 9 MOIS À 906 M€ (+26,9%) –
CONFIRMATION DE L'OBJECTIF DE CA 2011 DE 1 230 M€**

Le groupe ORPEA, acteur européen de référence dans la prise en charge globale de la Dépendance (maisons de retraite, cliniques de moyen séjour et de psychiatrie), annonce aujourd'hui son chiffre d'affaires du 3^{ème} trimestre clos au 30 septembre 2011.

En M€ IFRS	Trimestriels			9 mois		
	T3 2011	T3 2010	Δ	2011	2010	Δ
France <i>% du CA total</i>	274,3 <i>88%</i>	214,9 <i>88%</i>	<i>+27,6%</i>	800,0 <i>88%</i>	628,1 <i>88%</i>	<i>+27,4%</i>
International <i>% du CA total</i>	37,4 <i>12%</i>	29,5 <i>12%</i>	<i>+26,6%</i>	105,9 <i>12%</i>	85,5 <i>12%</i>	<i>+23,8%</i>
Belgique	17,4	14,8		51,1	41,7	
Espagne	7,8	7,7		23,0	22,4	
Italie	8,2	4,4		20,0	13,1	
Suisse	4,0	2,6		11,8	8,3	
Chiffre d'affaires total <i>Dont croissance organique⁵</i>	311,7	244,4	<i>+27,5%</i> <i>+8,8%</i>	905,9	713,6	<i>+26,9%</i> <i>+8,7%</i>

Yves Le Masne, Directeur Général d'ORPEA, commente : « *Au 3^{ème} trimestre 2011, ORPEA a de nouveau enregistré une progression soutenue de son activité avec une accélération du rythme de sa croissance à +27,5%. Le dynamisme concerne aussi bien la France que l'international avec notamment la poursuite de la montée en puissance de la Belgique et de l'Italie.*

La solide progression de ce trimestre résulte :

- *d'une croissance organique solide (+8,8%), grâce à un taux d'occupation élevé sur les établissements en vitesse de croisière, et à une attractivité forte des établissements récemment ouverts ;*
- *de la contribution du groupe Mediter dont les établissements récents montent en puissance rapidement ;*
- *de nouveaux développements ciblés.*

⁵ La croissance organique résulte des différents facteurs suivants : créations de nouveaux établissements, extensions ou restructurations d'établissements existants, ainsi que l'évolution des taux d'occupation et des prix de journée. La croissance organique s'analyse établissement par établissement. Est intégrée dans la croissance l'amélioration du chiffre d'affaires constatée par rapport à la période équivalente précédente, sur les établissements récemment acquis.

Cette performance démontre une nouvelle fois le caractère défensif d'ORPEA dont l'activité est, en grande partie, décorrélée de la conjoncture économique et financière. Le Groupe répond en effet à des besoins de plus en plus importants dans le domaine de la prise en charge de la Dépendance, et dispose d'un réservoir de croissance sécurisé unique pour les 5 prochaines années.

ORPEA va ouvrir près de 1 500 lits sur le 4^{ème} trimestre 2011 et le 1^{er} trimestre 2012, et ainsi participer au dynamisme des économies régionales par la création de plus de 900 emplois directs, pérennes, non délocalisables, et diversifiés.

Grâce au grand nombre d'établissements en vitesse de croisière, le dynamisme de l'activité sera couplé à une rentabilité toujours solide et une croissance des cash-flows.

Sur l'exercice 2011, le Groupe réitère, avec sérénité, son objectif d'un chiffre d'affaires de 1 230 M€ (+27,5%) accompagné d'une rentabilité soutenue.

Bénéficiant déjà du plus important réservoir de croissance du secteur avec plus de 9 000 lits en construction et restructuration, le Groupe poursuit sa politique d'acquisitions, créatrice de valeur, dans un secteur disposant de nombreuses opportunités et d'un contexte concurrentiel favorable.»

**Prochain communiqué : chiffre d'affaires 2011
8 février 2012 avant l'ouverture du marché**

► **Communiqué du 14 septembre 2011 :**

S1 2011 : FORTE HAUSSE DES RÉSULTATS – CHIFFRE D'AFFAIRES : 594,2 M€ +26,6% – EBITDAR : 150,0 M€ +32,3% – RÉSULTAT NET : 40,3 M€ +24,1%

CONFIRMATION DE L'OBJECTIF DE CA 2011 À 1 230 M€ (+27,6%)

Le groupe ORPEA, acteur de référence dans la prise en charge globale de la Dépendance (maisons de retraite, cliniques de moyen séjour et de psychiatrie), annonce aujourd'hui ses résultats consolidés⁶ pour le 1^{er} semestre 2011 clos au 30 juin 2011.

En M€ (IFRS)	S1 2011	S1 2010	▲%
Chiffre d'affaires	594,2	469,2	+26,6%
EBITDAR (Ebitda avant loyers)	150,0	113,4	+32,3%
EBITDA (EBE)	105,6	83,3	+26,8%
Résultat Opérationnel Courant	78,1	62,6	+24,8%
Résultat Opérationnel	90,8	72,3	+25,6%
Résultat Net part du groupe	40,3	32,5	+24,1%

⁶ Les procédures d'examen limité sont en cours.

Yves Le Masne, Directeur Général, commente : *«La forte croissance des résultats du 1er semestre 2011 illustre la solidité du modèle ORPEA et son caractère défensif dans le contexte économique et financier actuel. Cette excellente performance tant en termes d'activité que de rentabilité est le fruit : d'une intégration bien maîtrisée de Mediter ; d'une forte montée en puissance des établissements ouverts ou restructurés ces dernières années ; d'un taux d'occupation élevé des établissements historiques. ORPEA a démontré sa capacité à intégrer en un semestre près de 5 000 lits, tout en améliorant de 100 points de base sa marge d'EBITDAR, et en poursuivant parallèlement sa stratégie de développement. Le Groupe, dont l'activité est peu sensible à l'environnement conjoncturel, est particulièrement confiant dans sa capacité à poursuivre sa dynamique de développement rentable. ORPEA confirme, avec sérénité, son objectif de chiffre d'affaires 2011 de 1 230 M€ (+27,6%) associé à une rentabilité solide.»*

Marge d'EBITDAR en solide progression

Le chiffre d'affaires du 1er semestre 2011 progresse de +26,6% à 594,2 M€, porté par une croissance organique solide (+8,5%), par la contribution de MEDITER (établissements Mediter et Mieux Vivre), ainsi que par la montée en puissance rapide des établissements ouverts ou restructurés ces derniers mois.

Dans un contexte marqué par l'acquisition d'un nombre important d'établissements, intégrant ceux de MEDITER, l'EBITDAR (EBITDA avant loyers) enregistre une forte hausse de +32,3% pour s'établir à 150,0 M€, soit 25,2% du chiffre d'affaires, contre 24,2% au 1er semestre 2010.

Le périmètre ORPEA (hors MEDITER) dégage sur le semestre une marge d'EBITDAR de 25,7%, contre 24,1% au 1er semestre 2010, soit une amélioration de 150 points de base.

La charge locative représente 44,4 M€, dont 8,8 M€ imputables à l'acquisition de MEDITER. A périmètre constant, l'évolution des loyers est contenue à +1,7%.

L'EBITDA s'élève à 105,6 M€, en croissance de +26,8%.

Le Résultat Opérationnel Courant est en hausse de +24,8% et représente 13,1% du chiffre d'affaires. Hors incidence de MEDITER, ce résultat opérationnel courant représente 14,2% du chiffre d'affaires. Cette performance démontre qu'ORPEA dispose d'un socle d'établissements à maturité lui permettant de poursuivre sa politique de développement sans pénaliser la rentabilité opérationnelle.

Le résultat opérationnel (EBIT) est en croissance de +25,6% à 90,8 M€. ORPEA a enregistré d'autres produits et charges non récurrents, pour un montant net positif de 12,7 M€, notamment liés à des cessions d'actifs immobiliers. La marge opérationnelle ressort ainsi à 15,3% du chiffre d'affaires.

Le coût de l'endettement financier sur le semestre s'établit à 31,7 M€, en progression de +25,3%, dans un contexte de développement soutenu.

Le résultat net part du groupe sur le 1er semestre 2011 s'élève à 40,3 M€, en hausse de +24,1%.

Patrimoine immobilier de plus de 2 milliards d'euros

Durant les 6 premiers mois de l'exercice, ORPEA a poursuivi ses investissements immobiliers en renforçant son parc d'actifs de 110 M€ (acquisitions et achèvements de construction, nets des cessions réalisées sur la période).

Au 30 juin 2011, ORPEA détient 226 immeubles dont 82 partiellement. Ce patrimoine représente une surface construite de 745 000 m² (sur plus d'un million de m² de terrains), pour une valeur globale de 2 021 M€⁷, dont 511 M€ d'actifs en cours de construction et de fonciers.

Les immeubles détenus par le Groupe, sont neufs ou récents, modernes et majoritairement situés au cœur de grandes villes françaises. Ils constituent un patrimoine attractif pour de nombreux investisseurs particuliers et institutionnels (Scellier LMP / LMNP, Family Offices, institutionnels).

Le Groupe entend poursuivre sa stratégie immobilière visant à rester propriétaire de 50% de son immobilier, pour assurer une rentabilité opérationnelle soutenue à court, moyen et long terme et pour conforter une dimension patrimoniale unique.

Structure financière dimensionnée pour le développement

Au 30 juin 2011, les fonds propres part du groupe s'élèvent à 906 M€.

La dette financière nette s'établit à 1 723 M€. Elle progresse de 9,7% sur le semestre, essentiellement sous l'effet d'acquisitions immobilières. Comme chaque année, la majorité des cessions immobilières interviendra sur le 2nd semestre.

La dette du groupe reste majoritairement immobilière (80%), amortissable et adossée à des actifs de grande qualité, peu volatils.

ORPEA n'a aucune échéance majeure de refinancement au cours des 4 prochaines années.

Les deux principaux ratios d'endettement du Groupe au 30 juin 2011 respectent largement les covenants bancaires et s'établissent à :

levier financier = 3,59 (5,5 autorisé) ;

gearing retraité = 1,56 (2 à 2,2 autorisé).

La dette est couverte aux trois quarts contre le risque de fluctuation des taux d'intérêt, et cette couverture est optimisée en permanence. Sur le 1^{er} semestre 2011, le taux d'intérêt moyen de la dette ressort à environ 4,50% et il baissera progressivement et mécaniquement pour atteindre environ 3,80% à horizon 2015.

ORPEA dispose ainsi d'une structure financière particulièrement solide, bénéficiant d'un coût attractif, sans échéance majeure et adossée à des actifs immobiliers de grande qualité, facilement cessibles et bénéficiant d'un fort intérêt des investisseurs.

Perspectives

Alors que l'intégration opérationnelle des établissements MEDITER a été conduite durant le 1^{er} semestre, ORPEA va désormais poursuivre le développement des synergies.

Le Groupe restera bien entendu attentif aux opportunités de développement en France et à l'international, tout en conservant ses critères d'acquisition très sélectifs.

Le déploiement du réservoir de croissance va s'accélérer avec l'ouverture de 1 500 nouveaux lits d'ici la fin du 1^{er} trimestre 2012.

⁷ Hors incidence des actifs destinés à la vente pour 141 M€

Grâce à un socle conséquent d'établissements rentables en vitesse de croisière et à un réservoir de croissance unique de plus de 9 000 lits en rénovation ou construction, ORPEA est particulièrement confiant dans la poursuite de la dynamique de croissance rentable enregistrée au 1er semestre. Ainsi, sur l'exercice 2011, le Groupe confirme son objectif de chiffre d'affaires de 1 230 M€, ainsi qu'une rentabilité soutenue et une structure financière flexible, adaptée à son développement.

Gouvernance

ORPEA a convoqué une assemblée générale pour le 17 octobre prochain en vue de renforcer son conseil d'administration avec la nomination de deux nouveaux membres :

FFP, dont le représentant permanent sera Monsieur Thierry Mabillet de Poncheville, entrée au capital du Groupe en juillet dernier à hauteur de 6%, avec une philosophie d'investissement à long terme ;

NEO-GEMA, dont le représentant permanent sera Monsieur Philippe Austruy, entrée au capital en décembre 2010 à l'occasion de l'acquisition de MEDITER.

Ces deux nouveaux membres apporteront leur savoir-faire et leur expérience au Conseil d'administration, qui sera alors composé de 7 membres, ainsi qu'aux autres comités (comité d'audit et comité des rémunérations).

Le Docteur Jean-Claude Marian, Président, conclut : *« Ce premier semestre 2011 a été particulièrement dynamique pour le Groupe, qui a récolté les fruits de sa politique de développement, comme en témoigne la progression de la rentabilité. Grâce à l'expertise de l'ensemble des collaborateurs et à la structuration de l'organisation mise en place en amont, l'intégration de MEDITER s'est déroulée plus rapidement que prévu.*

Ces excellentes performances financières ont été réalisées dans un contexte d'amélioration continue de la qualité d'accueil et de prise en charge des résidents et patients, grâce à la mobilisation permanente des équipes d'ORPEA.

Enfin, l'entrée de FFP au capital d'ORPEA en juillet dernier démontre la confiance dans le modèle ORPEA d'un groupe familial prestigieux partageant les mêmes valeurs éthiques et patrimoniales.

Fort d'une gouvernance bien adaptée, d'une responsabilité environnementale historique dans ses constructions et d'un engagement éthique et social permanent, inhérent à son cœur de métier, ORPEA se positionne comme un acteur de l'investissement socialement responsable. »

**Prochain communiqué : chiffre d'affaires T3 2011
9 novembre 2011 avant l'ouverture du marché**

► Communiqué du 26 juillet 2011 :

FFP PREND 6 % DU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ ORPEA POUR 88 M€

FFP annonce aujourd'hui l'acquisition de 6% du capital de la société ORPEA, acteur européen de référence dans la prise en charge de la dépendance, cotée sur le compartiment A d'Euronext Paris (ISIN : FR0000184798).

Le montant de l'investissement pour FFP représente 88 M€. L'entrée dans le capital d'ORPEA, pour un prix de revient de 34,4 euros par action, a été réalisée par :

- l'acquisition de titres sur le marché
- la cession de 4 % du capital par le Docteur Jean-Claude Marian, fondateur et Président du Conseil d'administration d'ORPEA, à 35 euros par action (un complément de prix d'un montant maximum de 2,5 M€ pourra lui être versé en fonction de la performance du titre fin 2012). Le prix d'acquisition des titres illustre la confiance de FFP dans les perspectives du groupe.

Il est prévu que FFP soit représentée au sein du conseil d'administration de la société.

Cette acquisition s'intègre dans la stratégie d'investissement de FFP qui consiste à prendre des participations minoritaires et de long terme dans des sociétés parmi les leaders dans leur secteur d'activité et présentant de bonnes perspectives de croissance. ORPEA et FFP ont une réelle convergence de vues en matière d'actionnariat, de stratégie et de valeurs de l'entreprise.

Créé en 1989, ORPEA est devenu un des acteurs européens de référence du secteur de la dépendance : maisons de retraite, cliniques de moyen séjour et de psychiatrie. La société disposait au 31 mars dernier d'un parc de 364 établissements et de 33 700 lits autorisés. Sur l'exercice 2010, ORPEA a réalisé un chiffre d'affaires de 964,2 M€, en progression de 14,3 % sur un an et un résultat opérationnel courant de 130 M€ (+12,7 %). La croissance de la société s'est poursuivie au 1er semestre où le groupe a affiché des revenus en hausse de 26,6 % (+8,5 % en organique). Le groupe dispose d'un patrimoine immobilier de qualité, évalué, fin 2010, à 1,9 Md€.

Au 31 décembre 2010, les actifs de FFP étaient valorisés 2,6 Md€ dont 1,5 Md€ pour la participation de 22,1 % au capital de Peugeot SA et 1,1 Md€ pour les actifs de diversification (42% des actifs). L'ANR par action s'établissait alors à 93,9 € par action, en hausse de 28,5 % sur l'année. Les résultats du 1er semestre 2011 et l'ANR de FFP au 30 juin 2011 seront publiés le 31 août 2011.

A l'issue de cette opération, Robert Peugeot, Président Directeur Général de FFP déclare : « *Nous sommes très heureux de nous associer au développement de l'acteur de référence dans la prise en charge globale de la dépendance, fondé par le Docteur Marian. Les équipes d'ORPEA font un travail remarquable dédié au service et au bien-être des personnes âgées dépendantes dont la population va croître fortement dans les prochaines années.*

Les 140 M€ de cessions réalisées en 2010 et la bonne santé des participations de FFP permettent à la société de poursuivre le développement de sa diversification en l'exposant à un nouveau secteur d'activité. »

Le Docteur Marian déclare: « *Nous sommes très heureux de l'entrée au capital de FFP, société familiale qui partage les mêmes valeurs et principes que le Groupe ORPEA. FFP représente ainsi une opportunité rare de renforcer la structure actionnariale d'ORPEA par un actionnaire actif et engagé à long terme dans le développement du Groupe.*

Cette prise de participation d'une société familiale réputée pour la sélectivité de ses investissements témoigne de sa confiance dans le secteur, dans les perspectives d'avenir d'ORPEA et dans le fort potentiel de valorisation du Groupe.

De plus, cette entrée au capital s'inscrit dans une démarche partenariale à long terme qui permet au Groupe de poursuivre activement sa politique de développement européen.

Enfin, l'entrée d'un membre de FFP au conseil d'administration d'ORPEA renforcera l'expertise et la vision stratégique du Conseil. »

► Communiqué du 19 juillet 2011 :

CROISSANCE TRÈS SOUTENUE DE L'ACTIVITÉ AU 1^{ER} SEMESTRE – CA : +26,6% À 594,2 M€ – RELÈVEMENT DE L'OBJECTIF DE CA 2011 DE 20 M€ : 1 230 M€

Le groupe ORPEA, acteur de référence dans la prise en charge globale de la Dépendance (maisons de retraite, cliniques de moyen séjour et de psychiatrie), annonce aujourd'hui son chiffre d'affaires consolidé pour le 1^{er} semestre clos au 30 juin 2011.

en M€ IFRS	Trimestriels			Semestriels		
	T2 2011	T2 2010	Δ	S1 2011	S1 2010	Δ
France <i>% du CA total</i>	264,1 <i>88%</i>	209,6 <i>88%</i>	<i>+26,0%</i>	525,3 <i>88%</i>	413,2 <i>88%</i>	<i>+27,1%</i>
International <i>% du CA total</i>	37,1 <i>12%</i>	28,4 <i>12%</i>	<i>+30,6%</i>	69,0 <i>12%</i>	56,0 <i>12%</i>	<i>+23,2%</i>
Belgique	17,2	13,6		33,6	26,9	
Espagne	7,6	7,4		15,2	14,7	
Italie	6,8	4,4		11,8	8,6	
Suisse	5,4	3,1		8,3	5,7	
Chiffre d'affaires total <i>Dont Croissance organique⁸</i>	301,2	238,0	<i>+26,6%</i> <i>+8,7%</i>	594,2	469,2	<i>+26,6%</i> <i>+8,5%</i>

Yves Le Masne, Directeur Général d'ORPEA, commente : « *Largement décorrélée du contexte économique et financier, la croissance du chiffre d'affaires a poursuivi son accélération au 2^{ème} trimestre, aussi bien en France qu'à l'international, avec une nouvelle hausse de la croissance organique.*

Ainsi, sur le semestre, le Groupe enregistre une progression de +26,6% de son activité, alors même que le chiffre d'affaires de Medibelge (détenu à 49% et donc mis en équivalence) n'est pas intégré.

Cette exceptionnelle performance résulte toujours du déploiement du modèle vertueux ORPEA alliant :

- une croissance organique solide (+8,5%) alors que seulement 3 ouvertures ont été réalisées sur le semestre ;*
- une intégration rapide et fortement contributive du groupe Mediter acquis en fin d'année 2010 ;*
- une politique de développement maîtrisée et toujours active.*

Le second semestre s'annonce tout aussi dynamique avec une croissance organique toujours solide, l'essentiel des ouvertures d'établissements étant concentré en fin d'exercice (1 500 lits dans les 7 prochains mois).

⁸ La croissance organique résulte des différents facteurs suivants : créations de nouveaux établissements, extensions ou restructurations d'établissements existants, ainsi que l'évolution des taux d'occupation et des prix de journée. La croissance organique s'analyse établissement par établissement. Est intégré dans la croissance l'amélioration du chiffre d'affaires constatée par rapport à la période équivalente précédente, sur les établissements récemment acquis.

Ainsi, fort de ces performances et de l'intégration plus rapide que prévue du groupe Mediter, ORPEA relève, avec sérénité, son objectif de chiffre d'affaires 2011 de 20 M€, passant de 1 210 M€ à 1 230 M€. Cette forte croissance s'accompagnera d'une rentabilité solide, d'un accroissement des cash flows, et d'un développement dynamique aussi bien en France qu'à l'international.

Le réservoir de croissance de lits en construction et rénovation le plus puissant du secteur, et le potentiel plus fort que prévu du groupe Mediter, permettent à ORPEA d'être particulièrement confiants dans la poursuite d'une croissance remarquablement forte et rentable dans les prochaines années. »

**Prochain communiqué : résultats S1 2011
14 septembre 2011 avant l'ouverture du marché**

III– RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE

1. Responsable de l'Actualisation du Document de Référence

Monsieur Yves LE MASNE, Directeur Général

2. Attestation du responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité figurant en page 5 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation.

Cette lettre contient les observations suivantes :

L'information financière semestrielle au 30 juin 2011 incluse dans la présente actualisation du document de référence a fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux figurant en page 56 et 57 dudit document qui contient l'observation suivante :

« Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note du § 1 de l'annexe relative aux principes comptables qui expose les modalités de présentation des comptes semestriels et les nouvelles normes d'application obligatoire. »

Puteaux, le 14 novembre 2011

Yves LE MASNE, Directeur Général

IV– RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

1. Les commissaires aux comptes titulaires

- **La société BURBAND KLINGER & Associés**
Représentée par Monsieur Frédéric BURBAND
140, rue du Faubourg Saint Honoré 75008 PARIS

Le cabinet Burband Klinger & Associés a été nommé pour la première fois à l'Assemblée Générale du 27 juin 2008, pour une durée de 6 exercices, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

- **Deloitte & Associés**
Représentée par Monsieur Joël ASSAYAH
185, avenue Charles-de-Gaulle 92200 Neuilly-Sur-Seine

Le cabinet Deloitte & Associés a été nommé pour la première fois par l'assemblée générale mixte du 29 juin 2006, en remplacement de la société VADEMECUM démissionnaire pour convenances personnelles. Son mandat lui a été donné, à compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2006, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Il a été renouvelé par l'Assemblée Générale Mixte du 25 Juin 2010, pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015

2. Les commissaires aux comptes suppléants

- **Monsieur Marc TENAILLON,**
Suppléant de BURBAND KLINGER & Associés
Adresse : Immeuble Somag – 16, rue Ampère – 95307 Cergy Pontoise

Nommé en même temps et pour la même durée que le cabinet BURBAND KLINGER & Associés

- **BEAS**
Suppléant de Deloitte & Associés
Adresse : 7-9, Villa Houssay – 92200 Neuilly-Sur-Seine

Nommé en même temps et la même durée que le cabinet Deloitte & Associés, pour remplacer Madame Françoise VAINQUEUR, co-commissaire aux comptes suppléant, démissionnaire pour convenances personnelles.

V- TABLE DE CONCORDANCE

	Au sein du document de référence Pages	Au sein de l'actualisation Se référer pages
Chapitre 1 : Personnes responsables		
1.1 – Personnes responsables des informations contenues dans le présent document de référence	270	87
1.2 – Déclaration du responsable	270	87
Chapitre 2 : Contrôleurs légaux des comptes		
2.1 – Identité des contrôleurs légaux des comptes	271	88
2.2 – Démission ou nouvelle désignation de commissaires aux comptes	N/A	
Chapitre 3 : Informations financières sélectionnées	5 à 8	59-60
Chapitre 4 : Facteurs de risque	107 à 129	
Chapitre 5 : Informations concernant l'émetteur		
5.1 – Histoire et évolution de la société	43-44	
5.2 – Investissements	7 85 à 91 102 147 157 162	59
Chapitre 6 : Aperçu des activités du groupe		
6.1 – Principales activités du groupe	41 à 46	

6.2 – Les principaux marchés du groupe	52 à 62	
6.3 – Éléments exceptionnels dans l’environnement	N/A	
6.4 – Brevets, licences et contrats industriels importants	N/A	
6.5 – Environnement concurrentiel et position du groupe dans son secteur d’activité	80–81	
Chapitre 7 : Organigramme		
7.1 – Place de l’émetteur au sein du groupe	70	
7.2 – Liste des filiales	103–104 187 à 192 210–211	49 à 54
Chapitre 8 : Propriétés immobilières		
8.1 – Immobilisations corporelles importantes	165–166 208	25
8.2 – Question environnementale pouvant influencer l’utilisation de ces immobilisations corporelles	125–126	
Chapitre 9 : Examen de la situation financière et du résultat	91 à 102	5 à 12
Chapitre 10 : Trésorerie et capitaux		
10.1 – Capitaux de l’émetteur	12 à 15 97–98 148 161 à 163	16 18 61–62
10.2 – Flux de trésorerie	143 159	11 17
10.3 – Conditions d’emprunt et structure de financement	158 173 à 177	10 33 à 36
10.4 – Restriction à l’utilisation de capitaux	N/A	
10.5 – Sources de financement attendues	N/A	
Chapitre 11 : Recherche et développement	68	

Chapitre 12 : Informations sur les tendances		
12.1 – Principales tendances ayant influé sur le groupe	105	11 74 à 80
12.2 – Engagements ou événements importants susceptibles d’influer sur les perspectives du groupe	N/A	74 à 80
Chapitre 13 : Prévion ou estimation du bénéfice	N/A	
Chapitre 14 : Organes de direction et de surveillance		
14.1 – Composition du conseil d’administration	22 137 261–262	70
14.2 – Conflits d’intérêts au niveau des organes de direction et de surveillance et de la direction générale	22	
Chapitre 15 : Rémunérations et avantages		
15.1 – Montant des rémunérations versées	26 à 29	
15.2 – Montant des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs	N/A	
Chapitre 16 : Fonctionnement des organes de direction et de surveillance		
16.1 – Les mandats des membres des organes de direction et de surveillance	137	
16.2 – Contrats de services liant les membres du conseil d’administration à la société ou à l’une de ses filiales	29	
16.3 – Les comités spécialisés	24–25	70
16.4 – Les principes de gouvernement d’entreprise	30 à 38	70

Chapitre 17 : Salariés		
17.1 – Les ressources humaines	129 à 133	
17.2 – Participation et stock options du management de et des membres des organes de direction et de surveillance	26	
17.3 – Accord de participation des salariés dans le capital	18 134-135	
Chapitre 18 : Principaux actionnaires		
18.1 – Actionnariat de la société	16-17	66
18.2 – Droits de vote	11-12 16-17	61
18.3 – Contrôle de la société	16	
18.4 – Accord pouvant induire un changement de contrôle de la société	18-19	
Chapitre 19 : Opérations avec des apparentés	195	47
Chapitre 20 : Informations financières		
20.1 – Informations financières consolidées	93 à 98 140 à 192	5 à 12 13-57 71
20.2 – Informations financières pro forma	N/A	
20.3 – Comptes sociaux	98 à 102 198 à 223	
20.4 – Vérification des informations financières historiques	141-142 199-200	56-57
20.5 – Date des dernières informations financières historiques	144 à 192	
20.6 – Informations financières intermédiaires	105-106	74 à 76
20.7 – Politique de distribution de dividendes	8 18 170 214	67

20.8 – Procédures judiciaires et d'arbitrage	127	
20.9 – Changement significatif de la situation financière et commerciale	N/A	
Chapitre 21 : Informations complémentaires		
21.1 – Capital social	12 à 15 16-17 169	61
<i>21.1.1. le montant du capital souscrit</i>		
<i>a) le nombre d'actions autorisées;</i>		
<i>b) le nombre d'actions émises et totalement libérées et le nombre d'actions émises, mais non totalement libérées;</i>		
<i>c) la valeur nominale par action, ou le fait que les actions n'ont pas de valeur nominale, et</i>		
<i>d) un rapprochement du nombre d'actions en circulation à la date d'ouverture et à la date de clôture de l'exercice.</i>		
<i>21.1.2. actions non représentatives du capital</i>	N/A	
<i>21.1.3. actions auto-détenues</i>	19 à 21 156 170-171	61 68-69
<i>21.1.4. valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription</i>	91-92 170	65
<i>21.1.5. des informations sur les conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit, mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital</i>	14-15	
21.2 – Acte constitutif et statuts		
<i>21.2.1. objet social de l'émetteur</i>	9	
<i>21.2.2. disposition contenue dans l'acte constitutif, les statuts, une charte ou un règlement de l'émetteur concernant les membres de ses organes d'administration, de direction et de surveillance</i>	11 21 à 25	
<i>21.2.3. droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions existantes.</i>	11-12	
<i>21.2.4. actions nécessaires pour modifier les droits des actionnaires et, lorsque les conditions sont plus strictes que la loi ne le prévoit.</i>	N/A	
<i>21.2.5. conditions régissant la manière dont les assemblées générales annuelles et les assemblées générales extraordinaires des actionnaires sont convoquées.</i>	10 à 12	
<i>21.2.6. disposition de l'acte constitutif, des statuts, d'une charte ou d'un règlement de l'émetteur qui pourrait avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de son contrôle.</i>	N/A	
<i>21.2.7. disposition de l'acte constitutif, des statuts, d'une charte ou d'un règlement fixant le seuil au-dessus duquel toute participation doit être divulguée.</i>	12	

<i>21.2.8. conditions, imposées par l'acte constitutif et les statuts, une charte ou un règlement, régissant les modifications du capital, lorsque ces conditions sont plus strictes que la loi ne le prévoit.</i>		N/A
Chapitre 22 : Contrats importants		N/A
Chapitre 23 : Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	97 151-152	
Chapitre 24 : Documents accessibles au public	273 à 275	72-73
Chapitre 25 : Informations sur les participations	70 85 à 91 187 à 192 210-211	49 à 54